

SOUTIEN À LA PALESTINE
**Le Premier ministre
palestinien exprime sa
gratitude au président
de la République**

P 16

196 ASSIETTES DÉJÀ ATTRIBUÉES À DES INVESTISSEURS

Le processus d'octroi du foncier s'accélère

Pas moins de 196 assiettes ont été déjà attribuées depuis le début de l'opération le 26 mars dernier, pour un montant d'investissement prévisionnel total atteignant environ 278 milliards DA, et l'engagement de créer plus de 27 200 postes d'emploi permanents directs. P 3



INNOVATION
**Des startups algériennes
développent une table
de dissection virtuelle**



Deux startups algériennes, Digiroots XR et Anatomis, en collaboration avec le groupe Condor et l'université de Saïda, ont réussi à développer une table de dissection virtuelle, un support de formation en anatomie, a rapporté l'Aps, dimanche, auprès des initiateurs du projet.

P 2

**LE PRIX DU PÉTROLE TIRÉ
VERS LE HAUT**
Les raisons d'une hausse

Après une augmentation continue de son prix au cours des dernières semaines, les cours du pétrole sont montés vendredi à un sommet de plus de cinq mois, dopés par la perspective d'une riposte iranienne contre Israël et l'éventualité d'une perturbation de l'offre d'or noir. Reste que ce dimanche (hier), les marchés du Golfe étaient en légère baisse, donnant une première indication de la réaction des investisseurs à la riposte de l'Iran sur l'attaque de son ambassade. Mais cela ne semble pas perdurer, car les prix risquent de flamber.

P 5

**LA PRÉSIDENTE DE LA
RÉPUBLIQUE RASSURE**
**L'allocation chômage,
un acquis irréversible**

Aucun changement ne sera effectué sur les modalités de l'octroi de l'allocation chômage. La Présidente de la République a apporté un démenti catégorique, hier dimanche, dans un communiqué, sur les rumeurs véhiculées par certains organes de la presse nationale et autres réseaux sociaux.

P 3

TIZI-OUZOU

**La Sonelgaz à pied d'œuvre
pour accompagner les
investisseurs** P 6

RÉUNIONS DE PRINTEMPS
DU FMI ET DE LA BM

**Le ministre des Finances
dès aujourd'hui à
Washington** P 4

SOMMET DU G7

**L'Italie prévoit
d'inviter des dirigeants
africains** P 16

**HADJ 2024
L'ONPO appelle les
pèlerins
souhaitant
voyager en groupe
à réserver sur un
même vol**

L'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO), a appelé, dimanche dans un communiqué, les citoyens ayant ouvert des comptes sur le portail du hadj « Bawabet El Hadj Dz » et l'application « Rakb El Hadjidj », à regrouper tous les hadjis désirant voyager, ensemble, dans un même groupe, pour assurer la réservation de leurs billets sur un même vol. « L'ONPO informe tous les citoyens ayant ouvert des comptes sur le portail du hadj +Bawabet El Hadj Dz+ et l'application +Rakb El Hadjidj+ au profit de leurs hadjis, qu'ils doivent identifier tous les pèlerins désirant voyager, ensemble, et les regrouper dans un même groupe (hommes et femmes), sans oublier de préciser la relation avec le Mahram, afin d'assurer la réservation de leurs billets sur un même vol », lit-on dans le communiqué. A noter que la réservation du billet de voyage est définitive et ne peut être modifiée, conclut le communiqué.

**ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
9 morts et 295 blessés
ces dernières 24h**

Neuf (9) personnes ont trouvé la mort et 295 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation, survenus ces dernières 24 heures à travers le pays, selon un bilan rendu public dimanche par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans deux accidents distincts à El-Meneaa et Constantine. Le premier a fait 3 morts et 2 blessés, suite au renversement d'un véhicule sur la RN 51 à Hassi El Kara (El-Meneaa), alors que le deuxième accident a fait 2 morts et 33 autres blessés, suite au renversement d'un autobus assurant la ligne Alger-Annaba, au niveau de l'autoroute Est-Ouest (Constantine), précise la même source. Le bilan de la Protection civile fait état également du décès de 4 personnes par asphyxie au monoxyde de carbone, à l'intérieur de leurs domiciles. Il s'agit de 2 personnes à Oum El-Bouaghi et 2 autres à Constantine. Les éléments de la Protection civile sont intervenus également pour prodiguer les soins de première urgence à 4 personnes incommodées par le même gaz émanant d'appareils de chauffage et chauffés eau à l'intérieur de leurs habitations à Alger (2 personnes) et Batna (2). Concernant les interventions liées aux dernières intempéries, la Protection civile est intervenue à Ghardaïa pour le sauvetage de 10 familles cernées par les eaux pluviales dans la zone agricole de Ben Felih et une personne coincée dans un oued à El Houar, ajoute la même source.

R E.

INNOVATION

**Des startups algériennes
développent une table
de dissection virtuelle**

Deux startups algériennes, Digiroots XR et Anatomis, en collaboration avec le groupe Condor et l'université de Saïda, ont réussi à développer une table de dissection virtuelle, un support de formation en anatomie, a rapporté l'Aps, dimanche, auprès des initiateurs du projet.

Cette table de dissection virtuelle sera utilisée à partir de septembre prochain comme support pédagogique dans la formation des étudiants en médecine à l'université de Saïda, a indiqué le Pr. Rachid Gherbi, consultant à la startup Digiroots XR, dans une présentation du projet, en marge de la conférence de presse du salon international de la santé (Simem). Le Pr. Gherbi a indiqué que cette table a été développée avec des compétences 100% algériennes, avec un taux d'intégration dépassant les 90% dans la hardware (réalisé par Condor), affirmant qu'elle sera enrichie dans le futur, suite à son utilisation dans l'université de Saïda. Pour sa part, le Dr. Chiali Hakim, médecin spécialiste en anatomie générale, praticien de santé publique au CHU de Tlemcen et fondateur de la startup Anatomis, spécialisée en numérique, a indiqué que cet équipement pédagogique sera exposé pendant les quatre jours du



SIMEM. Il a expliqué qu'il s'agit d'un outil de dissection numérique, qui peut être utilisé dans la formation des étu-

dants et des médecins sur l'anatomie et la dissection, mais aussi pour des simulations d'opérations chirurgicales.

EDUCATION

**Belaabed appelle à intensifier les visites
de terrain dans les établissements scolaires**

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a appelé les directeurs de l'Education des différentes régions du pays à intensifier les visites sur le terrain dans les établissements scolaires et à s'enquérir de leur bon fonctionnement au cours du 3e et dernier trimestre de l'année scolaire 2023-2024, indique dimanche un communiqué du ministère. Lors d'une conférence nationale présidée samedi via visioconférence, en présence de cadres de l'administration centrale, des directeurs de l'éducation et du directeur de l'Office national des examens et concours (ONEC), M. Belaabed a insisté sur la nécessité d'"intensifier les visites sur le terrain dans les établissements scolaires, de s'enquérir de leur bon fonctionnement et des prestations de restauration sco-

laire", précise le communiqué. Le ministre a également appelé à "redoubler de vigilance et à s'enquérir de l'état des établissements scolaires dans les régions ayant connu des perturbations météorologiques récemment en coordonnant avec les autorités locales dans les cas nécessitant leur intervention". Concernant les opérations programmées dans le calendrier administratif du 3e trimestre de l'année scolaire en cours, le ministre a souligné la nécessité de "finaliser toutes les dispositions liées à la préparation des examens scolaires nationaux, en commençant par les centres de déroulement de l'épreuve d'éducation physique et sportive pour les candidats libres, en veillant à assurer le bon déroulement de l'examen de validation de niveau pour les apprenants inscrits à l'Office natio-

nal d'enseignement et de formation à distance (ONEFD), outre la préparation de l'examen d'évaluation des acquis du cycle primaire prévu les 12, 13 et 14 mai prochains". M. Belaabed a également ordonné l'organisation d'un "programme riche selon les thèmes prévus dans la circulaire concernant la célébration de la Journée du savoir, célébrée le 16 avril de chaque année, en assurant une large couverture médiatique de cet événement important". Le ministre a souligné, par ailleurs, "la nécessité d'assurer un suivi réel de la mise en œuvre des étapes du mouvement annuel des fonctionnaires selon le calendrier annoncé et une large médiatisation des dates et des délais", conclut le communiqué.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
*Eco*Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554**Gérant**
Belmioub
Abdelaziz**Directeur de
publication**
Radji Zahirccb : BDL 005
001700000003889 09**Siège social**
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com**Impression**
Centre : SIA**Distribution**
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

196 ASSIETTES DÉJÀ ATTRIBUÉES À DES INVESTISSEURS

Le processus d'octroi du foncier s'accélère

Pas moins de 196 assiettes ont été déjà attribués depuis le début de l'opération le 26 mars dernier, pour un montant d'investissement prévisionnel total atteignant environ 278 milliards DA, et l'engagement de créer plus de 27 200 postes d'emploi permanents directs.

Par Sirine R

L'annonce a été faite, hier à Alger, par le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache, dans son discours d'ouverture lors d'une cérémonie organisée par l'agence au siège de la Banque nationale de l'habitat (BNH), pour la remise des décisions provisoires d'octroi du foncier relevant du domaine privé de l'Etat. «Cet événement s'inscrit dans la continuité de la première cérémonie organisée par l'AAPI le 26 mars dernier, lors de laquelle 97 décisions concernant 17 wilayas ont été remises aux lauréats. Ce deuxième événement porte sur la remise de 73 décisions dont les projets sont répartis sur 11 wilayas, auxquelles s'ajouteront 26 décisions qui étaient en cours d'examen au niveau du comité d'experts installé auprès de l'Agence, portant ainsi le nombre total de biens immobiliers octroyés depuis le début du processus à 196 assiettes, pour un montant d'investissement prévisionnel total atteignant environ 278 milliards DA, et l'engagement de créer plus de 27 200 postes d'emploi permanents directs», précise-t-il. De plus, ajoute l'intervenant, il existe 39 demandes en cours d'étude par le comité d'experts, dont les postulants seront informés des résultats, dès la délibération, directement via leurs comptes respectifs sur la Plateforme Numérique de l'Investisseur.

De nouvelles assiettes foncières dans 11 wilayas

Il a également annoncé que l'agence compte afficher de nouvelles assiettes foncières à partir de la semaine pro-

chaine totalisant une superficie globale qui dépasse les 300 hectares, et incluant 11 wilayas qui seront affichées pour la première fois (Laghouat, Skikda, Médéa, Ouargla, Bordj Bou Arreridj, Ain Defla, In Salah, Ghardaïa, Tissemsilt et El Tarf). De plus, l'offre foncière au profit des investisseurs se fera à l'avenir en temps réel. En effet, chaque bien immobilier versé dans le portefeuille de l'Agence sera affiché sur la Plateforme sans attendre l'élaboration d'un calendrier spécifique tel c'est le cas actuellement.

Dans son discours d'ouverture, le DG de l'AAPI, a indiqué que l'objectif visé par l'Agence, à travers l'organisation de cet événement, est de transmettre un message à tous les acteurs de l'écosystème de l'investissement annonçant le lancement véritable et effectif du processus tout en soulignant qu'il ne s'agit pas d'une série d'événements ponctuels, puisque cette opération se poursuivra de manière automatisée via la Plateforme Numérique de l'Investisseur, dans le strict respect des dispositions légales et des textes réglementaires promulgués suite aux réformes introduites par M. Abdelmadjid Tebboune et à ses orientations éclairées, témoignant de sa ferme volonté de poser la première pierre à l'édifice d'une économie forte et diversifiée basée sur l'investissement privé principal moteur de la croissance économique.

Par ailleurs, le Directeur Général a fait remarquer que cette première opération a permis de relever certaines observations relatives à des comportement qualifiés selon lui de tentatives de résistance au changement, de mentalités qui doivent être changées par un travail collectif

fruit de la contribution de toutes les parties prenantes. En effet, certains individus ont cru possible de tromper la Plateforme Numérique de l'Investisseur en : « Fournissant des informations erronées dans le but de gonfler les chiffres afin d'obtenir un score plus élevé; Présentant des demandes pour l'activité autorisée sur le bien immobilier en question or le détail des données fournies fait état d'une autre activité et utilisant plusieurs comptes avec différents noms pour déposer la demande de la même société ». Le Directeur Général a également réaffirmé l'engagement de l'agence à continuer d'instaurer les principes de transparence et d'égalité de traitement, dont critère primordial à considérer sera les investissements prioritaires pour l'économie nationale et les investisseurs sérieux, et il n'y a pas de place pour les investisseurs fictifs ou les spéculateurs immobiliers.

Et d'ajouter : « L'Agence est sur le point de finaliser la charte d'éthique qui comportera les principes de base, les règles et les comportements à adopter par tout un chacun afin de moraliser les transactions liées à l'investissement, et cela concernera toutes les parties prenantes, à commencer par les employés de l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement et ses usagers entre investisseurs et porteurs de projets ».

6.600 projets enregistrés jusqu'à fin mars

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), a enregistré jusqu'à fin mars dernier, 6.600 projets d'investissement déclarés d'une valeur de près de 3.200 milliards de DA avec l'en-

gagement à créer plus de 157 000 emplois permanents, dont une bonne partie a déjà commencé la réalisation et la consommation des avantages fiscaux et parafiscaux accordés par l'Etat, a indiqué, dimanche à Alger, le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache, affirmant que ce chiffre doublera à l'avenir grâce à l'abondance du foncier économique. Il a, en outre, déclaré que l'Agence s'engage à redoubler d'efforts pour simplifier les procédures et faciliter le processus d'octroi via la Plateforme Numérique de l'Investisseur. Et d'ajouter que l'AAPI œuvre, en étroite collaboration avec le Haut Commissariat à la Numérisation ainsi que toutes les administrations concernées par l'acte d'investir, à assurer l'interopérabilité des systèmes d'information ce qui permettra à l'investisseur d'obtenir les différentes autorisations et de suivre l'évolution de l'étude des dossiers d'investissement à différents stades. Rekkache a indiqué que « l'Agence œuvre à accompagner les projets qui ne sont pas encore entrés dans la phase de réalisation afin d'accélérer leur achèvement, et particulièrement les projets structurants revêtant une importance cruciale pour l'économie nationale en termes de création de richesses, d'emplois pérennes et de dynamique dans de nombreuses régions du pays.

Parmi ces projets figurent 118 projets impliquant des étrangers (74 en partenariat et 44 investissements directs étrangers), pour lesquels l'Agence promet d'assurer le suivi de leur réalisation à travers la fourniture des orientations, de l'appui, de l'accompagnement et des conditions nécessaires, y compris le foncier économique.

LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE RASSURE :

L'allocation chômage, un acquis irréversible

Par Slimane T.

Aucun changement ne sera effectué sur les modalités de l'octroi de l'allocation chômage. La Présidence de la République a apporté un démenti catégorique, hier dimanche, dans un communiqué, sur les rumeurs véhiculées par certains organes de la presse nationale et autres réseaux sociaux. « Les informations fallacieuses véhiculées au sujet d'un prétendu réaménagement des modalités de l'octroi de l'allocation chômage sont sans fondements », indique la Présidence dans un communiqué. « Ces arguties en ce temps bien précis, qui prêtent à confusion, relèvent des fake-news, voire de la manipulation », précise la même source.

La Présidence de la République tient à rassurer que « cette mesure phare qui a pour objectif de soulager une frange de la société, notamment nos jeunes, est un acquis irréversible et que rien ne changera concernant les modalités d'octroi de cette allocation chômage qui ouvre également droit à une couverture sociale et à la carte Chiffa ». Il est à noter que l'allocation chômage a été instaurée depuis 2022. Il s'agit d'accorder aux primo-demandeurs d'emploi – c'est-à-dire ceux n'ayant encore jamais travaillé – et âgés entre 19 et 40 ans un revenu « pour subvenir aux besoins de base », en attendant de décrocher un poste d'emploi décent. Ce dispositif a été largement salué par les jeunes fraîchement diplômés et également par des experts en économie. Se-

lon eux, cette allocation chômage boostera la consommation qui reste un des leviers de croissance. Pas moins de deux millions de bénéficiaires de ce dispositif. « Tous les bénéficiaires de l'allocation de chômage sont tenus de suivre obligatoirement une formation présente pendant une période de 3 à 6 mois », précise une circulaire du ministère. Selon le même document, des directives ont été données aux directeurs de centre de formation professionnelle et aux directeurs de l'emploi dans les régions, afin de mettre en place des mécanismes de formation pour accueillir cette catégorie d'apprenants. Les formations seront axées sur les métiers dont la main-d'œuvre est déficitaire sur le marché de l'emploi algérien. A travers cette stratégie, le gou-

vernement espère donner à ces demandeurs d'emploi des compétences pour une meilleure insertion professionnelle. Ce qui permettra non seulement de réduire le taux de chômage, mais également d'aider le pays à disposer d'une main-d'œuvre locale dans les secteurs stratégiques pour soutenir son développement.

Ce dispositif a donné ses fruits sur le terrain. Près de 320.000 personnes bénéficiaires de l'allocation chômage avaient été orientés vers le monde du travail, 30.000 d'entre eux ayant bénéficié d'emplois stables et 117 000 bénéficiaires ont été formés selon les besoins du marché, selon les derniers chiffres du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb.

AIR ALGÉRIE
Suspension
temporaire de
ses vols à
destination de
la Jordanie et
du Liban
jusqu'à nouvel
ordre

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé dimanche dans un communiqué la suspension temporaire de ses vols à destination de la Jordanie et du Liban et cela jusqu'à nouvel ordre. «Air Algérie annonce la suspension temporaire de ses vols à destination de la Jordanie et du Liban, et cela jusqu'à nouvel ordre», a-t-elle indiqué. La compagnie aérienne nationale a invité ses «clients concernés par cette annonce à contacter leurs agences ou le centre d'appels (+21321986363) de la compagnie pour obtenir plus d'informations ou pour se renseigner sur toute éventuelle évolution».

IRAN
Saisie d'un
navire "lié" à
l'entité sioniste
dans le détroit
d'Ormuz

Les forces spéciales navales des Gardiens de la révolution iraniens ont saisi samedi un porte-conteneurs "lié" à l'entité sioniste dans le détroit d'Ormuz, a annoncé l'agence officielle iranienne Irna. "Un porte-conteneurs baptisé MCS Aries a été saisi par les forces spéciales navales" au cours "d'une opération menée avec un hélicoptère près du détroit d'Ormuz", a indiqué Irna, en précisant que le navire "batant pavillon portugais et géré par la société Zodiac, qui appartient au milliardaire sioniste Eyal Ofer", était en train d'être "dirigé vers les eaux territoriales" de l'Iran. De son côté, l'armateur italo-suisse MSC a confirmé l'information en indiquant que "25 membres d'équipage se trouvent à bord du porte-conteneurs MSC Aries". Cette opération intervient après l'attaque meurtrière menée par l'entité sioniste le 1er avril dernier contre le consulat iranien à Damas, qui a fait 16 morts parmi lesquels deux généraux des Gardiens de la Révolution. En réaction, Téhéran avait promis de "punir" l'entité sioniste.

Dernière composition de DZAIINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

RÉUNIONS DE PRINTEMPS DU FMI ET DE LA BM
Le ministre des Finances dès
aujourd'hui à Washington

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, participera aux travaux des réunions de printemps de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), prévues du 15 au 20 avril en cours à Washington, a indiqué dimanche le ministère dans un communiqué. « Dans le cadre de ses engagements internationaux, le ministre des Finances, Laaziz Faïd et en sa qualité de gouverneur pour l'Algérie auprès des banques multilatérales de développement, conduira une délégation de son département ministériel pour participer du 15 au 20 avril 2024, aux travaux des réunions de printemps du groupe de la Banque mondiale et du FMI, prévues à Washington D.C (Etats-Unis) », précise le ministère. Ces réunions qui constituent une occasion pour discuter des défis économiques mondiaux, du développement éco-



nomique, de la stabilité financière et d'autres questions pertinentes, comprennent des sessions plénières, des séminaires, des tables rondes et des événements parallèles, où les participants pourraient discuter de politiques, partager des idées et rechercher des solutions aux problèmes économiques et financiers mondiaux. Elles offrent également un forum pour des rencontres bilatérales entre les représentants des pays membres, les dirigeants des institutions internationales et d'autres par-

ties prenantes, ajoute la même source. A cette occasion, M. Faïd prendra part aux réunions statutaires du groupe de la BM (Comité de développement, G-24, Comité monétaire et financier international...) et se réunira avec les hauts responsables de cette institution pour notamment, explorer les voies et moyens visant à renforcer la coopération entre les deux parties, à maximiser son impact, tout en s'assurant de son alignement avec les objectifs de dé-

veloppement de l'Algérie. M. Faïd aura également à participer aux côtés des autres ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) à la réunion programmée avec la directrice générale du FMI et à rencontrer les hauts responsables de cette institution pour échanger sur les tendances économiques mondiales actuelles, les défis et les opportunités ainsi que les perspectives de croissance économique et de stabilité financière. En marge de sa participation à ces réunions de printemps, le ministre des Finances rencontrera ses homologues des autres pays membres et les hauts représentants d'autres institutions financières internationales et régionales pour discuter de questions bilatérales, en sus de sa participation à des événements parallèles, selon le communiqué.

FONDATION SALIMA SOUAKRI

Soutien à plus d'un millier de familles
durant le Ramadan

Dans le cadre de son programme d'activités pendant le mois sacré du Ramadan, la Fondation Salima Souakri pour l'action caritative et humanitaire a mis en place un programme diversifié visant plusieurs segments de la société. Ce programme avait pour objectif de soutenir les familles démunies et les orphelins. Ces initiatives comprenaient la distribution de plus de 600 couffins alimentaires et une aide financière à plus de 100 familles démunies dans différentes régions du pays. Les membres de la fondation ont également participé à la préparation de 500 repas à quatre hôpitaux (CHU NefissaHamoud Ex Parnet, EHS de Ben Aknoun, CHU Salim Zemirli, CHU Bab el Oued). En outre, la Fondation a collaboré avec des associations spécialisées pour fournir les vêtements de l'Aïd à plus de 400 enfants atteints de cancer et aux enfants autistes. De plus, elle s'est engagée aux côtés de la Fédération Nationale des Donneurs de Sang dans une campagne de sensibilisation sur l'importance du don de sang. La Fondation Salima Souakri a poursuivi son engagement en visitant le centre "Dar El Amel" pour personnes âgées. La présidente et les membres ont organisé un iftar chaleureux, offert des vêtements et des cadeaux pour l'Aïd, dans une atmosphère familiale et joyeuse. Pour clôturer ces actions, la fondation Salima Souakri a organisé lundi, à Alger, une cérémonie en l'honneur de plus de 20 enfants orphelins ou issus de familles nécessiteuses. Ces enfants sont les bénéficiaires de l'opération de circoncision collective qui s'est déroulée au cours des

derniers jours du Ramadan. En présence de la presse et de nombreuses personnalités publiques, sportives et artistiques, l'événement qui s'est tenu à l'hôtel Golden Tulipe à Ouled Fayet, été orchestré dans le respect des traditions et animé par mohamed Harouni et son orchestre ainsi que la chanteuse Nadia Dziria. Cette initiative visait à offrir aux familles et à leurs enfants

l'occasion de célébrer la circoncision dans la dignité, tout en partageant la joie de cet événement spécial. La Fondation Salima Souakri persiste dans la concrétisation de sa mission envers les individus les plus vulnérables et défavorisés, mettant en avant l'importance de la solidarité et de l'engagement communautaire pour atteindre ses nobles objectifs.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 14 افريل 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 14 avril 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أقصى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	97	110	85	البطاطا
	Tomate	97	108	86	الطماطم
	Oignon sec	110	119	101	البصل الجاف
	Ail sec	482	556	408	الثوم الجاف
	Carotte	94	106	83	الجزر
	Navet	112	123	100	لفت
	Petit pois	174	194	155	الحمصة
	Fève verte	93	106	81	الفاصوليا الخضراء
	Courgette	87	99	76	المقوسة
	Haricot vert	399	428	369	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	112	123	100	الطما
Fruits frais	Pomme locale	461	557	366	التفاح المحلي
	Datte	563	692	434	التمر
	Orange	169	198	139	البرتقال
	Citron	158	177	139	الليمون
	Banane	435	449	421	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1719	1839	1600	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	461	473	449	الدجاج
	(Eufs (Unité	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)

LE PRIX DU PÉTROLE TIRÉ VERS LE HAUT

Les raisons d'une hausse

Après une augmentation continue de son prix au cours des dernières semaines, les cours du pétrole sont montés vendredi à un sommet de plus de cinq mois, dopés par la perspective d'une riposte iranienne contre Israël et l'éventualité d'une perturbation de l'offre d'or noir. Reste que ce dimanche (hier), les marchés du Golfe étaient en légère baisse, donnant une première indication de la réaction des investisseurs à la riposte de l'Iran sur l'attaque de son ambassade. Mais cela ne semble pas perdurer, car les prix risquent de flamber.

Ce weekend, l'indice boursier de référence de l'Arabie saoudite a chuté de 1,8 % dans les premiers échanges, tandis que le principal indice qatari était en baisse de 1,6 %, le prêteur du Golfe QNB étant en tête des pertes. Pourtant ce samedi l'Iran a riposté par une attaque de drone et de missiles en réponse à une attaque aérienne israélienne présumée, ce qui fait planer la menace d'un conflit régional plus large, et des inquiétudes sur les prix. "Si le conflit se poursuit au lieu de s'intensifier, nous assisterons probablement à un soupir de soulagement pour les actions, même si les prix du pétrole, l'or, le dollar et les obligations intègrent tous une prime de risque pour refléter le conflit", a déclaré Brian Jacobson, économiste en chef chez AnnexWealth à Milwaukee, dans le Wisconsin. Reste que cette situation si elle tendait à s'aggraver, influera automatiquement sur les prix. A ce sujet, pour Baghdad Mendouche expert en questions énergétiques et ancien PDG d'une filiale de Sonatrach s'est exprimé chez nos confrères de la radio nationale et estime que la riposte iranienne impactera assurément sur le

prix du pétrole. Pour lui, la tendance haussière des prix du pétrole va se maintenir sur toute l'année 2024, sous l'effet de la hausse de la demande mondiale sur le marché, encouragée par la reprise de la croissance économique et des facteurs géopolitiques. "L'ensemble des facteurs en relation avec les fondamentaux du marché sont favorables au maintien à la hausse des prix du pétrole, notamment les réductions de l'Opep+ et la hausse de la demande tirée de la croissance de l'économie mondiale, essentiellement de la Chine, de l'Inde et des Etats-Unis", affirme-t-il. S'agissant de la demande mondiale, l'expert a souligné que celle-ci va augmenter surtout durant l'été qui est une période de grande mobilité et d'utilisation de tous les modes de transports, terrestres et aériens. En outre, la situation en mer Rouge a impacté le fret maritime, "où les navires commerciaux sont obligés de faire des détours, ce qui implique plus de temps et de distance avec une importante consommation de gasoil. C'est un facteur important qui faudrait rajouter à l'analyse sur les prix", a précisé cet ancien PDG d'une filiale de Sonatrach.

Les raisons de la tendance haussière du prix du pétrole sur les marchés mondiaux sont également liées aux facteurs géopolitiques actuels, a ajouté M. Mendouche évoquant notamment la situation au Proche-Orient et la riposte de l'Iran contre l'entité sioniste qui vont peser encore sur les prix de l'or noir. L'appréciation du marché pétrolier est soutenue aussi, selon lui, par les analyses faites par des experts de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) qui tablaient sur une hausse de la consommation mondiale de pétrole autour de 104,5 millions de barils jour en 2024, tandis que l'AIE, organisation qui défend les consommateurs, s'attendait à ce que la demande varierait entre 100 et 102 millions de barils/j.

L'Algérie doublement avantagée

Cette situation du marché pétrolier profitable à tous les pays producteurs de l'Opep, a un double avantage pour l'Algérie, a relevé par ailleurs l'expert, citant le fait que le pétrole algérien référencé le Sahara Blend est plus demandé par l'industrie de raffinage, ainsi que son impact positif sur les

contrats gaziers à long terme qui sont indexés sur les cours du brut. Pour cet expert, le prix du baril de Brent va nettement augmenter si la crise au Moyen-Orient va perdurer, notamment, après la riposte menée par l'Iran contre l'entité sioniste, dans la nuit de samedi à dimanche. Une augmentation qui, selon lui, a déjà débuté, car le prix du baril de Brent est passé de 91,5 \$ à 92 \$, soit une hausse d'un demi-dollar.

Il n'y a pas que la géopolitique

Cet accroissement du prix du baril de Brent ne peut être expliqué, uniquement, par la situation géopolitique avec le conflit entre l'Iran et l'entité sioniste ou encore l'agression barbare menée par cette dernière contre la bande de Ghaza, depuis plus de sept mois. M. Mendouche poursuit que l'augmentation du prix du pétrole trouve son explication, également, dans les décisions prises par l'Opep+, depuis 2022, concernant la diminution de la production du pétrole de 2,2 millions de barils par jour, ainsi que dans la crise en mer Rouge.

STABILITÉ DU MARCHÉ PÉTROLIER

Le rôle efficace de l'OPEP+

La hausse du prix du pétrole peut trouver son explication, en dehors du présent contexte géopolitique. Des experts en énergie ont affirmé que la hausse continue des prix du pétrole que connaissent les marchés mondiaux depuis des semaines, et appelée à atteindre le seuil des 100 USD, reflète l'efficacité de la politique prudente adoptée par le groupe « OPEP+ » face à l'escalade des tensions géostratégiques. A ce propos, l'expert Ahmed Tartar a estimé, dans une déclaration à l'APS, que les prix ayant dépassé 90 USD, sont en adéquation avec la politique prudente de l'OPEP+ qui a réussi à établir « un équilibre précis » entre l'offre et la demande. L'approche prudente et le suivi permanent de l'évolution du marché pétrolier permettront de maintenir ce prix qui profite à la fois aux producteurs et aux consommateurs, et consacre le rôle de l'alliance « OPEP+ » dans la gestion du marché international du pétrole en vue d'atteindre une fourchette de prix au mieux du développement des sociétés des pays producteurs sans perturber les équilibres financiers des pays consommateurs, a-t-il ajouté.

L'expert a également souligné l'importance de la réunion du Comité ministériel conjoint de suivi(JMMC), tenue le 3 avril dernier, et qui a salué l'engagement des pays participant aux quotas de réduction et aux réductions supplémentaires volontaires, tout en s'appuyant « à prendre des mesures supplémentaires pour faire face à toute éventualité ». Cette réunion, poursuit-il, a notamment contribué à soutenir les marchés, et confirmé le souci des producteurs de pomper uniquement les quantités nécessaires sur le marché pour atteindre « un prix équilibré ». Selon l'expert, cela démontre que l'OPEP+, qui surveille la situation de mois en mois, gère le processus avec minutie en ce sens qu'elle a réussi à concilier de manière positive entre l'offre et la demande au milieu de l'année en cours, en attendant que les pays de l'alliance se réunissent à nouveau début juin afin de réexaminer cette trajectoire suivant l'évolution du marché. En somme tous s'accordent à dire, qu'au-delà des facteurs économiques, les marchés pétroliers sont surtout impactés par la situation explosive au Moyen-Orient. En effet, la situation

dans cette région ne fait que se dégrader, faisant installer des doutes sur l'approvisionnement en pétrole. La recrudescence des tensions au Moyen-Orient a donc favorisé la hausse des prix du pétrole. Celui du Sahara Blend, l'or noir algérien, a profité de la situation et a flambé. En effet, le baril est cédé à 93,06 dollars ces derniers jours. Cette hausse devra encore se confirmer les prochains jours, affirment les experts. L'extension de la poche de conflit dans la région de Moyen-Orient installe les doutes sur l'offre pétrolière, d'autant plus que les pays producteurs appartenant à l'OPEP+ ont décidé de réduire leur production. Les prochains jours seront donc décisifs pour les marchés pétroliers en raison de l'entrée sur scène de l'Iran.

Vers un baril de pétrole qui frôle les 100 dollars

En effet, en ripostant aux attaques de l'armée israélienne avec la saisie d'un porte-conteneurs « lié » à ce pays dans le Golfe « près du détroit d'Ormuz », l'Iran a envoyé un premier signe. Dans la nuit du 13 avril, la république isla-

mique d'Iran a également lancé une attaque aux drones contre Israël, comme deuxième signe de la recrudescence du conflit dans la région. La situation qui s'est donc compliquée dans cette région a un grand impact sur les marchés pétroliers sachant que l'Iran fait partie des plus grands producteurs du pétrole. Une riposte d'Israël et son allié, les États-Unis, pourrait tirer l'offre pétrolière vers le bas et faire exploser davantage les prix du pétrole. D'un autre côté, la perturbation des routes des échanges pourrait porter à des niveaux plus élevés les cours de l'or noir qui sont dans une phase de hausse également en raison de l'augmentation de la demande chinoise. Les prévisions des analystes d'un pétrole qui pourrait dépasser les 100 dollars le baril se confirment donc de plus en plus. Il faut dire que ces prévisions s'appuient aussi sur des facteurs économiques liés notamment à la chute de la réserve américaine de l'essence et la reprise économique mondiale. Les ingrédients sont donc réunis pour booster les cours de l'or noir dans les jours à venir.

RN

GHARDAÏA
Début de la nouvelle édition du traditionnel «Moussem de Ziyara» dans le M’Zab

La nouvelle édition du traditionnel "Moussem de Ziyara", initiée annuellement par les instances religieuses "Les Azzaba" à travers la pentapole du M’Zab composée de cinq Ksour en hommage aux Oulémas et aïeux décédés, a débuté vendredi à Ghardaïa par le Ksar de Melika. Illustrant l’attachement des habitants du M’Zab à la préservation du patrimoine matériel et immatériel de la région et la place de choix accordée aux Oulémas et aïeux dans la protection du référentiel religieux, cette "ziyara" annuelle veille à garantir la transmission aux générations futures de la mémoire collective léguée par les aïeux. Cette "Ziyara" consiste à une visite guidée des mausolées et cimetières des personnalités religieuses et aïeux, décédés, ayant marqués par leur travail les Ksour du M’Zab, dans une atmosphère empreinte de piété et de recueillement, et en présence des habitants notamment les jeunes. "Pour les fidèles de cette ziyara, c’est une occasion de revisiter l’histoire du Ksar et les relations tissées dans le passé avec les différentes achirates et autres", a expliqué Bakir un habitant de Melika. Et d’ajouter que chaque ksar de la pentapole (Beni Izguen, El Ateuf, Bounoura, Melika et Ghardaïa) organise un regroupement de la population masculine à la place du souk, avant de se diriger vers les mausolées et cimetières pour se recueillir sur les tombes des aïeux et Oulémas qui se sont illustrés durant leur vie dans l’adoration d’Allah et la propagation de sa parole transmise par son messager le Prophète Mohamed (QSSL).

TIZI-OUZOU

La Sonelgaz à pied d’œuvre pour accompagner les investisseurs

Accompagner les investisseurs par des orientations et des conseils en matière de besoins énergétiques pour leurs projets et par la prise en charge rapide de leurs demandes de branchements aux réseaux de gaz et d’électricité, et contribuer ainsi au développement économique, est l’une des principales missions de la direction de distribution de l’électricité et du gaz de la wilaya de Tizi-Ouzou, relevant du Groupe Sonelgaz-distribution.

Le développement d’un territoire exige un tissu industriel fort, et considérant l’importance d’encourager et d’accompagner les investisseurs de la wilaya pour la mise en exploitation de leurs projets, la direction de distribution de l’électricité et du gaz de Tizi-Ouzou ne lésine pas sur les moyens pour satisfaire les besoins en énergie des porteurs de projet, a-t-on appris auprès de cette direction. C’est au titre de cette démarche que le 20 mars dernier, les agents de la Sonelgaz se sont rendus à l’usine "Terka" spécialisée dans la fabrication de façades ventilées (habillage de bâtiments qui permet leur isolation thermique tout en les embellissant), implantée dans la commune d’Aghribs, Daira d’Azeffoune, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Tizi-Ouzou. "L’énergie est le moteur. C’est elle qui fait fonctionner les unités industrielles et qui nous permet de produire. Il est évident que sans le raccordement de notre usine au gaz et à l’électricité, nos machines ne tourneront pas", a indiqué le propriétaire et gérant de l’usine Terka, Mohand Haddag, ajoutant que pour sa demande en énergie, il a bénéficié de l’accompagnement nécessaire par les services de la Direction de distribution de l’électricité et du Gaz de la wilaya. La mise en service du raccordement de l’usine au réseau de gaz naturel (14 du mars) puis à l’électricité, permettra à l’investisseur d’entamer les tests en vue d’entrer en production l’été prochain, selon M. Haddag qui a ajouté que "la direction de distribution a tout mis en œuvre pour fournir la quantité d’énergie dont nous avons besoin". "Nous avons un poste gaz de 1.500 m3/h et en électricité, nous avons un poste assez important d’une puissance de 1.890 kilo-

volt ampère (3x630KVA)", a-t-il dit. De son côté, Hamid Tachacht, propriétaire de l’ "Etablissement Tachacht" spécialisé dans l’abattage et le découpage industriel de viandes, sis à Abizar dans la commune de Timizart qui a bénéficié d’un raccordement aux deux énergies, a relevé que les services de la direction de distribution de l’électricité et du gaz lui ont assuré l’accompagnement nécessaire pour l’aboutissement de sa demande et le branchement de son unité à l’électricité et au gaz. Raccordé il y a environ 5 mois, l’établissement est entré en phase de production depuis une dizaine de jours, a-t-il indiqué, soulignant que son unité assure une dizaine de postes d’emploi qui peuvent être portés à 30 postes en pleine activité. Farida Hocini, propriétaire d’une conserverie de fruits à la zone d’activité de Draa Ben Khedda, a affirmé, elle aussi, que les services de la direction de distribution de l’électricité et du gaz de Tizi-Ouzou l’ont accompagné pour ses démarches de raccordement énergétiques. La conserverie de Mme Hocini est entrée en activité en 2016 et compte actuellement 19 employés, apportant ainsi sa contribution à l’économie nationale.

Une soixantaine d’unités industrielles raccordées depuis 2022

Le directeur de distribution de l’électricité et du gaz de Tizi-Ouzou, Mohamed Athmani, a indiqué à l’APS que 58 demandes de raccordement aux réseaux énergétiques, formulées par des investisseurs de la wilaya, ont été satisfaites depuis le lancement de l’opération en 2022 et jusqu’à fin février dernier, tandis que des travaux sont en cours ou en voie de lancement pour le branchement d’autres unités industrielles. Sur ces 58 branchements concrétisés, 41

établissements ont bénéficié d’une alimentation en électricité et les 17 autres en gaz naturel, a-t-il précisé. Concernant le bilan de l’année en cours (depuis janvier dernier à ce jour), la même direction a achevé les travaux de raccordement de quatre (4) unités industrielles au réseau électrique et trois (3) autres au réseau de gaz, dans l’attente de la mise en service de ces branchements, une fois les investisseurs concernés prêts, selon le responsable. En outre, et dans le cadre de la poursuite des efforts d’accompagnement des investisseurs, les travaux de branchement de huit (8) autres unités de production au réseau électrique et de trois (3) autres à celui de gaz, ont été lancés en 2024 et sont en cours de réalisation, d’après le même bilan. M. Athmani a observé qu’il existait au niveau de la direction, un cadre spécial pour étudier et assainir les dossiers et suivre et contrôler les travaux sur le terrain. "L’investisseur bénéficie de tout l’accompagnement nécessaire, à commencer par les procédures à suivre pour le raccordement de son unité aux réseaux énergétiques, afin de bénéficier d’un branchement aux normes", a-t-il ajouté. Aussi, pour une meilleure prise en charge des demandes, un appel est lancé aux investisseurs pour réaliser et présenter un bilan énergétique (gaz, électricité) fiable, adapté à leurs besoins dans le but de leur fournir l’énergie nécessaire au fonctionnement de l’établissement industriel. M. Athmani a rappelé la disponibilité de sa direction à accompagner les investisseurs pour leurs demandes de raccordement afin de contribuer au développement du secteur économique et la création de richesse et d’emplois, ainsi qu’au développement local.

MOSTAGANEM

Production de près de 1,6 million quintaux de légumes d’arrière saison

La wilaya de Mostaganem a produit environ 1,6 million de quintaux de différentes variétés de légumes d’arrière saison, au titre de l’année agricole 2023-2024, a-t-on appris auprès de la direction des Services agricoles (DSA). Le bilan du service de l’organisation de la production et de l’appui technique de la DSA au titre de cette campagne fait état d’une production de 1.593.000 quintaux, en majorité des récoltes de pomme de terre d’arrière saison (478.000 qx) et des tomates d’arrière saison (403.000 qx).

Durant la même campagne, 190.000 qx d’artichaut ont été récoltés, ainsi que 180.000 qx de courgettes et 340.000 qx d’autres récoltes d’arrière saison, à l’instar des carottes, laitue, betteraves, oignons verts, haricots verts, petits pois et autres, a ajouté la même source. Les agriculteurs ont procédé, durant le dernier trimestre de l’année écoulée, à la plantation de 2.175 hectares de pomme de terre, 1.064 ha de tomates, 980 ha de courgettes, 950 ha d’artichauts et 2.160 ha d’autres récoltes, sur un total de 7.880 ha de terres agricoles

pour la campagne de légumes d’arrière saison. A ces récoltes, il faut ajouter la campagne de récolte propre aux légumes (sous serre) irrigués et non irrigués, qui a été lancée récemment et qui cible une production de 1 million de quintaux de récoltes, dont la moitié est dédiée aux tomates sous serres sur une superficie agricole globale estimée à 1.350 ha. Jusqu’à présent, 157.000 quintaux ont été produits, avec un rendement de 580 quintaux à l’hectare de tomates (70.000 qx), concombre (36.000 qx), poivrons(21.000 qx), au-

bergines, carottes et haricots (30.000 qx). La production de divers types de légumes constitue 70 pc de la production végétale de la wilaya de Mostaganem, soutenue par une croissance significative de la production de pomme de terre et de tomates et par les trois campagnes de culture en plein champ (primeurs, saisonnières et d’arrière saisons) qui approvisionnent les marchés nationaux et régionaux tout au long de l’année, en complément de la campagne des légumes (sous serre) irrigués et non irrigués, a-t-on conclu.

E-COMMERCE

Responsabiliser les consommateurs

Les géants de l'e-commerce tels que Shein, Temu, Wish envahissent notre quotidien, défient nos commerces et mettent en péril notre souveraineté économique. Nous assistons à un phénomène d'ampleur d'ultraconsommation alimenté par notre conduite paradoxale.

Par Yves Audo

Ce n'est pas l'attrait d'un commerce à la vitrine alléchante, car il est virtuel et très éloigné de chez nous. Ce n'est pas par conscience écologique, car la qualité du produit est médiocre et il traverse la planète en un temps record. Ce n'est pas par conscience sociale, car la plupart des Européens n'accepteraient ni la cadence imposée aux salariés de ces entreprises ni le faible salaire pratiqué. Ce n'est pas seulement un problème de pouvoir d'achat en période d'inflation, car le consommateur préfère renier sur la qualité plutôt que sur la quantité. Sondés par l'Ademe, les Français ne s'admettent pas comme des surconsommateurs : ils achètent d'occasion pour des raisons économiques (76 %) mais aussi pour pouvoir consommer plus (51 %) ! Aurions-nous donc perdu la raison ? Pourquoi nous laissons-nous manipuler sur nos écrans par des algorithmes qui profitent de notre distraction pour redéfinir les codes de l'achat impulsif ? Définie comme le fait d'acheter un produit de façon spontanée, irréfléchie, la décision d'achat se prend au moment même de la confrontation avec l'offre. Armées d'influenceurs exposant une variété infinie d'articles et des livraisons gratuites, ces plateformes en ligne scé-



narisent le produit, mettent en avant les meilleures ventes, créent l'urgence et donc le besoin au travers d'offres promotionnelles infinies. Et de façon répétitive à l'aide d'un marketing digital redoutable notamment dans des jeux vidéo où des messages clignotants incitent à profiter de bons d'achat ou à tourner la « roue de la fortune » pour bénéficier immédiatement de rabais. Imparable ! Difficile ainsi de rationaliser le comportement des acheteurs. Difficile aussi pour le commerce physique de se moderniser à moindre coût pour être omnicanal et répondre au consommateur

insatiable. Le secteur du textile est touché au cœur, d'autres sont aussi la cible de ces plateformes hors UE. Le risque de voir disparaître les commerces physiques est bien réel. Nous n'envisageons pas un futur avec des grandes villes où ne résistera que le commerce de luxe et des petites villes où il n'y aura plus de commerces du tout. L'équilibre socio-économique du territoire est en fine en danger : disparition des entreprises et de leur millier d'emplois, diminution des recettes fiscales, distension du lien social dans la cité. Si le commerce meurt, c'est la structuration de la ville qui meurt aussi, car il est

un lieu central fédérateur, il contribue à la qualité de vie des habitants et aux revenus de la ville. Les commerçants ne peuvent être sur tous les fronts et se battre à armes égales avec des géants sans une prise de conscience collective et une réponse adaptée des pouvoirs publics à l'échelle européenne. Responsabilisons le client en le sensibilisant face au danger d'acheter des produits au rabais, non durables, contre faits. Assurons la sécurité des consommateurs en faisant respecter les contraintes sociales et environnementales par le contrôle strict de la réglementation et des normes UE, qu'ils soient commerces physiques ou e-commerce, dès lors qu'ils opèrent sur le territoire national. Garantissons des règles d'équité concurrentielle entre les acteurs afin que les mêmes exigences s'appliquent à tous en termes d'information des acheteurs, de sécurité des produits, de traitement des données personnelles ou de propriété intellectuelle. La prochaine Commission européenne devra proposer de nouvelles réglementations pour contrôler ces plateformes afin qu'elles ne contournent plus les règles. Détournons un instant nos yeux des écrans pour retrouver une consommation responsable et durable et pour pérenniser l'avenir de nos commerces.

(*) Président du Conseil du commerce de France
Source : Les Echos

Comment permettre à l'Europe d'innover «à la frontière»

Par Philippe Aghion (*)

C'est en réformant en profondeur son soutien à l'innovation, trop frileux et conservateur, que l'Europe retrouvera toute sa place dans la concurrence internationale. Pourquoi l'Europe est-elle durablement à la traîne sur les technologies de pointe et les industries high-tech ? Et comment peut-elle revenir dans la course ? Une étude récente, coécrite par Jean Tirole et Daniel Gros, répond à ces deux questions de façon tout à fait lumineuse. Tout d'abord sur le pourquoi : l'étude met en évidence plusieurs faits saillants. En premier lieu, les dépenses privées en recherche et développement (R&D) sont deux fois moins élevées dans l'Union européenne qu'aux Etats-Unis (1,2 % du PIB dans l'UE contre 2,3 % aux Etats-Unis). Mais, fait encore plus marquant : les industries high-tech – à commencer par les services informatiques et logiciels d'une part, et le secteur biotech et phar-

maceutique d'autre part – représentent 85 % des dépenses privées en R&D aux Etats-Unis. En Europe, l'industrie automobile absorbe plus de 50 % des dépenses privées de R&D. Il n'est donc pas étonnant que les Etats-Unis dominent largement en termes de brevets high-tech (technologies de l'information, biotech et pharmacie) tandis que l'Europe domine en production de brevets dans des domaines plus traditionnels comme les transports et la mobilité.

« Dépendance au sentier »

Pourquoi ce contraste entre les domaines d'innovation américains et européens ? Les auteurs évoquent un phénomène de « dépendance au sentier » : en Europe, on continue davantage de faire ce que l'on sait déjà bien faire. Pourquoi ? Sans doute en partie parce que l'écosystème d'innovation américain donne une place prépondérante à la recherche fondamentale (universités,

laboratoires) et au financement des projets à haut risque (via le capital-risque et les investisseurs institutionnels). Alors bien sûr, on évoque le programme Horizon Europe qui pourrait changer la donne. Cependant, sur ses 11 milliards d'euros de budget annuel, seuls 1,4 milliard d'euros sont alloués au Conseil européen de l'innovation (EIC), chargé des innovations de rupture. Et encore, si d'aucuns caressent l'espoir que ce Conseil puisse être l'équivalent de la Darpa (Defense advanced research projects agency) américaine, force est de constater que nous sommes loin du compte. La souplesse américaine De l'autre cote de l'Atlantique, si c'est le gouvernement qui finance la Darpa et sélectionne les chefs de programmes, dans le monde académique et dans le secteur privé, ils ont toute latitude pour susciter et financer des projets disruptifs pour accomplir une mission de pointe. Tel n'est pas le cas avec le Conseil européen de l'innovation, dont les instances sont

soumises à la tutelle de l'Agence européenne pour l'innovation et les PME, dont la responsabilité principale est de soutenir les PME du Vieux Continent. Or il se trouve que les PME existantes se focalisent davantage sur des innovations moins à la pointe que celles poussées par les nouveaux entrants. Il n'est dès lors guère surprenant, qu'à la différence de la Darpa qui a véritablement stimulé des innovations de rupture, l'Agence européenne pour l'innovation demeure cantonnée aux innovations incrémentales et aux domaines technologiques plus traditionnels. Or c'est en reformant en profondeur le système d'innovation européen, plutôt qu'à travers un « European Buy Act », que l'Europe retrouvera toute sa place dans la concurrence internationale.

(*) Economiste, professeur au Collège de France et à l'Insead.
Source : Les Echos

OMAN
La perspective
économique
rehaussée

L'agence de notation Standards & Poors a réhaussé à « positive » la perspective économique d'Oman. L'agence estime ainsi que la position fiscale du gouvernement s'est renforcée cette année (surplus de 2,6% du PIB) grâce à des réformes fiscales efficaces, et félicite le pays pour avoir réduit la dette nette du pays de 7,7% à 2,6% du PIB entre 2022 et 2023. Elle juge que les réformes économiques engagées sont positives, et que la conjoncture actuelle, avec des prix du pétrole élevés, contribuent à améliorer la position d'Oman. S&P indique qu'elle pourrait rehausser la note du pays (actuellement de BB+/B) si les excédents budgétaires prévus contribuaient à faire diminuer les dettes souveraines et des entreprises possédées par l'état ? Oman a annoncé l'établissement d'une nouvelle institution de régulation financière, la Financial Services Authority, en remplacement de l'ancienne Capital Market Authority. Cette nouvelle autorité disposera d'un champ d'expertise étendu à l'audit et à la comptabilité, en plus de ses attributions antérieures sur le marché de capitaux et le secteur des assurances.

LIBYE
Le secteur pétrolier
potentiellement
exposé à une
nouvelle crise

Khalifa Abdul Sadiq, le nouveau ministre du Pétrole de la Libye, pourrait faire face à des défis dans l'exercice de ses fonctions avec des effets directs sur l'industrie pétrolière. C'est ce qu'il ressort d'une étude publiée mercredi 10 avril par S&P Global Platts, le fournisseur indépendant d'informations et d'analyses pour les marchés de l'énergie et des matières premières. Le cabinet note que la décision de la nomination de Khalifa Abdul Sadiq en remplacement de Mohamed Aoun pourrait être confrontée à l'opposition des soutiens de l'ancien ministre, exposant la production pétrogazière à des perturbations. Pour autant, l'arrivée de Abdul Sadiq à la tête du ministère du Pétrole simplifierait selon S&P Global, les relations souvent tendues avec la National Oil Corporation (NOC), réduisant ainsi les obstacles aux accords pétroliers, pomme de la discorde avec l'ancien ministre. Ceci, en offrant une plus grande certitude aux investisseurs. Le pays multiplie, ces derniers mois, les appels aux investisseurs dans le secteur pétrogazier pour pouvoir atteindre ses objectifs de production pétrolière actuellement limitée autour de 1,2 million b/j.

MAURITANIE

Signature d'un contrat d'exploration-production des champs gaziers "Banda & Tevet" Nouakchott

Le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Énergie, porte-parole du gouvernement, M. Nany Ould Chrougha, a signé, à Nouakchott avec le représentant du consortium "Taqa Arabia & GoGas", M. Khaled Abou Bakr, président du conseil d'administration de la société GoGas, un contrat d'Exploration-Production. Le projet porte sur l'exploitation des réserves de gaz dans les champs "Banda & Tevet" situés dans le bassin côtier mauritanien.

Le bloc Banda & Tevet dispose de réserves totales estimées à 2,2 trillions de pieds cubes de gaz naturel, devant entraîner une transformation majeure dans la production d'électricité en permettant d'alimenter en gaz la centrale électrique duale d'une capacité de 180 mégawatts. Le contrat prévoit également la mise à disposition de réserves électriques supplémentaires permettant aux partenaires tels que SNIM et SOMELEC d'en bénéficier pour améliorer la performance énergétique face à la demande croissante d'énergie, et d'approvisionner les pôles industriels et miniers du pays en électricité de haute fiabilité. Dans une allocution qu'il a prononcée à cette occasion, le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Énergie a souligné que la signature de cette convention constitue une étape importante dans le cadre de la nouvelle dynamique de valorisation des res-

sources gazières nationales de la Mauritanie, de renforcement du secteur énergétique et de stimulation des investissements dans l'exploration-production au niveau du bassin côtier, et d'augmentation du niveau d'exploitation des réserves nationales de pétrole et de gaz. Il a ajouté que la composante contenu local du projet est fortement présente, notamment dans les domaines de l'emploi, du transfert de savoir-faire, des opportunités d'acquisition et d'échange d'équipements et de conclusion de contrats de services et de fourniture. Le représentant du consortium « Taqa Arabia & GoGas » a, quant à lui, affirmé que l'investissement total dans le projet s'élève à plus d'un milliard de dollars américains et couvre les domaines de l'extraction, du transport et de la distribution du gaz, c'est-à-dire toutes les étapes depuis l'extraction jusqu'à la production d'électricité, passant par la construction d'une nouvelle centrale et d'infrastructures de transport de gaz.

Il a ajouté que le développement de ces deux gisements permettra d'accélérer le rythme de réalisation de la stratégie du secteur visant à assurer un accès universel à l'électricité en Mauritanie à l'horizon 2030 et à soutenir la synergie entre les secteurs du gaz et de l'électricité pour approvisionner les pôles industriels et miniers en électricité à des prix compétitifs et à haute performance et fiabilité. Il y a lieu de souligner que GoGaz est une société pionnière dans l'exploration et la production de pétrole et de gaz, et se distingue par ses partenariats diversifiés avec des investisseurs et techniciens régionaux expérimentés. La vision de l'entreprise est de renforcer les opportunités sur les marchés du gaz naturel en Méditerranée orientale et en Afrique, à travers des partenariats stratégiques et le développement d'activités d'exploration gazière, et l'acquisition réussie de projets d'exploration prometteurs.

TUNISIE

L'exportation de produits agricoles, un facteur d'épuisement des ressources hydrauliques

La politique commerciale en Tunisie, basée sur la libéralisation des échanges commerciaux, en encourageant l'exportation de plusieurs produits agricoles, est devenue un facteur d'épuisement des ressources vitales, notamment l'eau, alors que le pays souffre d'un stress hydrique aggravé par les changements climatiques, c'est ce qui ressort d'une note que vient de publier l'Observatoire Tunisien de l'Economie (OTE), intitulée « Pour le droit à l'eau et à la souveraineté alimentaire en Tunisie ». L'OTE a précisé qu'avec la baisse

des apports en eaux pluviales, « certaines cultures ou produits d'export ont un impact considérable sur les ressources hydriques en Tunisie et dans certaines régions en particulier ». Dans ce cadre, il a fait savoir que 166% des ressources en eau disponibles dans la région de Kébili sont destinées principalement, à la culture des dattes, estimant que le fait de « suivre ce rythme de production signifie la surexploitation des ressources et la salinisation des nappes souterraines ». De même, il a souligné que l'exportation de 26 mille tonnes

d'agrumes du Cap Bon représente 14 560 m3 d'eau virtuelle, alors que la région souffre d'une pénurie d'eau et s'approvisionne des eaux du nord-ouest. Idem, pour l'huile d'olive de Zaghouan exportée, puisque la production de 1kg représente 23 331 litres d'eau virtuelle, d'où le risque d'aggraver le stress hydrique en Tunisie. Par ailleurs, l'Observatoire a indiqué que « l'allocation des ressources hydrauliques précieuses pour les produits d'exportation se fait aussi au détriment de la culture d'autres produits stratégiques

pour la nation, notamment le blé », ce qui en fait « un vecteur de dépendance alimentaire pour la nation ». « De ce fait, le choix d'encourager des cultures gourmandes en eau pour l'export accroît la dépendance aux marchés, expose la consommation Tunisienne aux chocs des prix internationaux et empêche d'atteindre une forme de souveraineté et d'autonomie alimentaire ». Rappelons que la Tunisie souffre d'une sécheresse aigue depuis 2016 qui aggrave encore le problème de la disponibilité des ressources en eau.

QATAR

Fitch Ratings relève la note financière de 7 banques

L'agence de notation a relevé de 'A' à 'A+' la note financière de Qatar National Bank (QNB) et de 'A-' à 'A' celle de Qatar Islamic Bank (QIB), The Commercial Bank, Doha Bank, Dukhan Bank, Qatar International Islamic Bank (QIIB) et Ahli Bank, le tout avec des perspectives stables. Le nombre de méthaniers de taille conventionnelle frétés par QatarEnergy (QE) atteint 104 navires. Dans le cadre du programme d'expansion de sa flotte de méthaniers, QE a signé le 31 mars des accords d'affrètements de long-terme de 19 méthaniers de taille conventionnelle avec 4 affrêteurs internationaux, portant

le nombre total de navires frétés à 104. Cette augmentation des capacités logistiques de QE accompagne la stratégie du Qatar de développement massif de ses réserves en gaz naturel (3èmes réserves prouvées au monde), notamment dans le « champ nord » où l'état prévoit de doubler la production d'ici 2030. Qatar Airways (QA) sélectionne Ooredoo et Microsoft pour développer un écosystème multicloud hybride et des applications avancées. L'écosystème multicloud hybride de QA reposera sur Microsoft Azure pour sa partie publique et sur Ooredoo pour sa partie privée sécurisée. Microsoft et Oo-

redoo ont également été sélectionnés par QA pour développer des applications avancées incorporant l'intelligence artificielle, la data analytics, l'internet des objets et des services basés dans le cloud. L'Expo 2023 Doha ferme ses portes après avoir accueilli environ 4,2 millions de visiteurs. L'Exposition horticole 2023 de Doha, qui s'est tenue durant 179 jours sous le slogan « Désert vert, meilleur environnement », s'est clôturée le 29 mars 2024. L'Expo 2023 Doha aura vu la participation de 77 pays, la signature de 51 contrats, et aura attiré près de 4,22 millions de visiteurs

TOGO

Lancement d’un appel d’offres international pour la construction d’une centrale solaire photovoltaïque

La construction de cette future centrale d’une capacité installée de 25 Mwc à Dapaong (au Grand Nord) est en ligne avec l’ambition des autorités togolaises d’assurer l’accès universel à l’énergie à l’horizon 2030.

Les autorités togolaises ont lancé un avis d’appel d’offres international pour la désignation d’un énergéticien chargé de la construction de la Centrale solaire photovoltaïque de Dapaong (environ 610 km au nord de Lomé). Selon cet appel d’offre consulté par Togo First, celui-ci assurera la conception, la fourniture et le montage de la Centrale Photovoltaïque et du Système de Stockage dans un délai d’exécution est de douze (12) à seize (16) mois. Les offres sont reçues jusqu’au 4 juin 2024. La mise en œuvre de ce projet devrait permettre au Togo d’augmenter sa capacité en énergie et élargir la couverture nationale, informe Togo First. D’ailleurs, le pays prévoit d’atteindre 70% de taux d’accès à l’électricité à la fin de cette année 2024. Le projet s’inscrit dans sillage des initiatives mises en œuvre par les autorités togolaises

pour que le pays atteigne son indépendance énergétique et puisse, par voie de conséquence, contrer la crise énergétique à laquelle il fait face, au même titre que certains de la sous-région. Mis en œuvre au titre du RESPITE, il s’intègre également dans le programme d’urgence de renforcement de la résilience dans la région des Savanes (PURS). L’infrastructure annoncée à Dapaong (précisément à Dalwak), sera dotée d’une puissance de 25 Mégawatts-crête (MWc) sur une superficie de plus de 115 hectares avec 40 Mégawatts-heures de stockage batteries. Une convention de financement d’environ 40 milliards FCFA avait été signée à cet effet, entre l’institution financière multilatérale et le Togo. Avec cette capacité de stockage, environ 60 localités rurales dans la région des Savanes seront électrifiées, indique-t-on. Une fois l’éner-

géticien désigné, les travaux de conception et d’installation de la centrale devraient démarrer. Notons que le projet est globalement appuyé par la Banque mondiale à hauteur de 311 millions \$ et a pour but principal d’accroître l’accès à l’électricité aux populations du Liberia, de la Sierra Leone, du Tchad et du Togo. Cette centrale viendra en complément de celle de Blitta (50 Mwc) en cours d’extension à 70 Mwc et de deux autres de puissances installées comprises entre 60 et 80 Mwc à Sokodé et à Kara ainsi que des mini-réseaux solaires prévus pour desservir 317 localités rurales. Des chantiers qui devraient permettre au Togo de mettre le cap sur son ambition de couverture universelle en énergie à l’horizon 2030 et d’augmentation à 50% de la part du renouvelable dans son mix énergétique national.

NIGERIA

La banque Guaranty Trust Holding prévoit une augmentation de capital de 750 millions \$

L’augmentation de capital, qui devrait être approuvée par les actionnaires du groupe lors d’une assemblée générale prévue le 9 mai prochain, vise à se conformer aux nouvelles exigences en capital minimum imposées par la Banque centrale. Le groupe bancaire nigérian, Guaranty Trust Holding, a annoncé dans un avis publié ce vendredi 12 avril 2024, qu’il envisage une augmentation de capital d’un montant pouvant aller jusqu’à 750 millions de dollars pour répondre aux nouvelles exigences en capital minimum imposées par la Banque centrale.

La levée de fonds, qui sera effectuée par le biais d’une offre publique de nouvelles actions ou l’émission d’obligations au Nigeria ou à l’étranger, devrait être approuvée par les actionnaires du groupe lors d’une assemblée générale prévue le 9 mai prochain, a-t-on précisé de même source. La Banque centrale du Nigeria avait annoncé, le 28 mars dernier, de nouvelles exigences en capital minimum pour les banques actives dans le pays, afin d’augmenter la capacité de ces établissements financiers à soutenir la croissance économique après les deux importantes dévaluations du naira opérées

depuis le mois de juin 2023. Selon les nouvelles exigences en capital minimum, les banques commerciales autorisées à exercer à l’échelle internationale devraient porter leur capital minimum à 500 milliards de nairas (370 millions de dollars) contre 200 milliards pour celles autorisées à exercer au niveau national et 50 milliards de nairas pour les banques commerciales exerçant au niveau d’une seule région du pays. Dans ce cadre, les groupes bancaires Access Bank et FBN Holdings ont annoncé, ces derniers jours, des augmentations de capital respectives de 1,5 milliard de

dollars et de 231,4 millions de dollars. Au total, plus de 20 banques nigérianes devront lever des capitaux supplémentaires durant les deux prochaines années pour atteindre le nouveau seuil fixé par la Banque centrale. L’agence de notation Fitch Ratings avait estimé, dans un rapport publié le mercredi 10 avril, que les nouvelles exigences en capital minimum pourraient donner lieu à des fusions-acquisitions, étant donné que certaines banques de petite taille auront du mal à lever des fonds.

COMMERCE USA/AFRIQUE

Des sénateurs américains présentent un projet de loi pour proroger le pacte AGOA jusqu’en 2041

Plusieurs responsables américains, dont la représentante adjointe des Etats-Unis pour le commerce extérieur chargée des affaires africaines, ont plaidé, ces derniers mois, pour la révision des critères d’éligibilité au régime de préférences commerciales ou son remplacement par un nouvel accord commercial. Un groupe bipartisan de sénateurs américains a présenté à la chambre haute du congrès un projet de loi portant sur la prorogation du programme AGOA (African Growth and Opportunity Act), un régime de préférences commerciales accordé depuis l’an 2000 par les Etats-Unis aux pays d’Afrique subsaharienne, jusqu’en 2041, a rapporté Reuters le jeudi 11 avril 2024, citant l’assistant de l’un de ces sénateurs. Le projet de loi a été présenté par les sénateurs Chris Coons, un démocrate, et James Risch, un républicain membre de la commission sénatoriale des affaires étrangères. Cinq autres sénateurs issus de tous les partis - Dick Durbin, Michael Bennet, Chris van Hollen, Todd Young et Mike Rounds - ont également parrainé le texte. Un assistant du sénateur Chris Coons a précisé que le projet de loi prévoit la reconduction de l’AGOA, qui expirera

en 2025, pour 16 années supplémentaires, tout en permettant aux pays africains qui pourraient accéder entre temps au rang de pays à revenu élevé de continuer à bénéficier des avantages de ce régime pendant cinq ans au lieu d’une année seulement actuellement. En vertu du projet de loi, l’éligibilité des pays serait réexaminée tous les deux ans au lieu d’une fois par an, comme le prévoit la loi déjà en vigueur. Toutefois, le président des Etats-Unis, Joe Biden, et certains membres du Congrès pourraient réexaminer l’éligibilité des pays à tout moment en dehors de cette périodicité. Si un pays est jugé inéligible au programme, le président dispose d’un éventail d’options allant de la suppression totale des avantages à l’absence d’action alors que la loi actuelle exige que le président exclue automatiquement tout pays qui ne remplit pas les conditions requises. Lancé en mai 2000, le programme AGOA permet aux pays d’Afrique subsaharienne éligibles d’exporter plus de 1700 produits vers les Etats-Unis sans payer des droits de douane. Ces produits s’ajoutent à 5000 autres pouvant bénéficier d’un accès au marché américain en franchise de droits de douane,

dans le cadre du système généralisé de préférences. Chaque année, Washington actualise la liste des pays éligibles à l’AGOA, en fonction notamment de leur attachement à l’économie du marché, au respect de l’Etat de droit et aux politiques de lutte contre la pauvreté. Le dispositif prend aussi en considération, les avancées ou les reculs démocratiques des pays concernés. Plusieurs responsables américains, dont la représentante adjointe des Etats-Unis pour le Commerce extérieur chargée des affaires africaines, Constance Hamilton, avaient plaidé ces derniers mois pour la révision des critères d’éligibilité au régime de préférences commerciales ou son remplacement par un nouvel accord commercial. Mais de nombreux pays africains ont fait pression pour une prolongation anticipée « sans modification » du programme, afin de rassurer les entreprises et les investisseurs. La reconduction de l’AGOA est également soutenue par certains membres du Congrès et d’influents hommes d’affaires américains, qui craignent qu’une révision profonde du programme ne retarde ou ne fasse échouer son renouvellement.

AFRIQUE DU SUD L’allemand PNE vend le projet photovoltaïque Khauta au groupe sud-africain NOA

Le projet solaire Khauta de 240 MW se situe dans une région abritant d’importantes exploitations minières et agricoles, ce qui entraîne une forte demande d’électricité dans un contexte où de plus en plus de sociétés se tournent vers l’auto-production. Le groupe allemand PNE a annoncé le 10 avril avoir vendu le projet photovoltaïque khauta d’une puissance totale de 240 MW à l’entreprise énergétique sud-africaine NOA Group Ltd. Situé dans la province de l’Etat libre, il devrait atteindre la phase de développement complet d’ici à la mi-2024. « Nous sommes ravis de pouvoir poursuivre avec succès la vente de projets sur nos marchés internationaux en 2024. L’Afrique du Sud est un marché passionnant. Avec NOA, nous avons un partenaire solide avec lequel nous nous rapprochons un peu plus d’un approvisionnement sûr en électricité grâce à l’énergie propre. » Présent en Afrique du Sud depuis 2010, le groupe PNE détient des projets éoliens et photovoltaïques en cours de développement d’environ 4 GWp. En plus des énergies renouvelables, il participe également à deux projets sud-africains de production d’hydrogène vert.

BURKINA FASO Le canadien Nexus veut reprendre l’exploration à Dakouli 2 avec la hausse du prix de l’or

Le prix de l’or a dépassé la barre des 2 300 \$ l’once en mars 2024, établissant un nouveau record historique. Au-delà des retombées directes pour les producteurs, les sociétés actives sur des projets aurifères peuvent mobiliser plus facilement des fonds pour l’exploration. Au Burkina Faso, Nexus Gold prévoit de lever des fonds en vue d’un programme d’exploration sur son projet Dakouli 2 en 2024. La junior minière canadienne l’a annoncé dans un communiqué publié le 12 avril, précisant que la hausse du cours de l’or a joué un rôle dans cette décision de reprendre les travaux interrompus depuis 2020. « L’Afrique de l’Ouest possède certaines des réserves d’or les plus substantielles de la planète, et Dakouli est situé sur l’une des ceintures de roches vertes les plus prolifiques. Nous sommes enthousiasmés par la récente hausse de l’or et nous pensons que c’est le moment idéal pour intensifier nos opérations en Afrique de l’Ouest » explique MiladZareian, PDG de Nexus. Dakouli 2 couvre 94 km² à environ 100 km au nord de la capitale burkinabé Ouagadougou. Le premier programme de forage mené en 2020 a mis en évidence plusieurs anomalies géochimiques et géophysiques, avec des interceptions à des teneurs allant de 1,61 g/t d’or à 14,51 g/t d’or à faible profondeur. Le programme d’exploration prévu en 2024 est notamment destiné à suivre les cibles déjà identifiées. Pour rappel, Nexus Gold fait partie des multiples sociétés actives dans l’exploration aurifère au Burkina Faso, avec pour objectif de réaliser la prochaine découverte majeure d’or dans le pays. Malgré la menace terroriste, le Burkina reste une destination attractive pour les investisseurs miniers, compte tenu de ses réserves d’or inexploitées.

MINÉ PAR LES CRAINTES SUR L'INFLATION AMÉRICAINE

Le CAC 40 boucle la semaine dans le rouge

Le CAC sauve in extremis les 8.000 points vendredi soir mais perd 0,63% sur l'ensemble d'une semaine cruciale. Les récentes statistiques américaines montrant une persistance de l'inflation et une montée des tensions géopolitiques ont clairement pesé sur le moral des investisseurs.

Encore une fois, l'humeur de la place parisienne a basculé dans le rouge avec l'ouverture des marchés américains. Le CAC 40 clôture ainsi en repli de 0,16% à 8.010,83 points vendredi soir, après avoir été à un cheveu de finir sa course sous le seuil des 8.000 points. Ce qui aurait été inédit depuis le 6 mars. Malgré tout, l'indice vedette parisien cède 0,63% sur l'ensemble d'une semaine qui a été cruciale pour les marchés. Il enchaîne donc une deuxième semaine en territoire négatif. Pourtant en Europe, les derniers chiffres en Allemagne et en France confirment un tassement de l'inflation. Ce vendredi l'inflation allemande de mars a été confirmée à 2,2% sur un an en mars, son plus bas niveau depuis mai 2021. En France, la seconde estimation de mars de l'Insee a fait ressortir une hausse des prix de 2,3% sur un an, chiffre conforme à la première évaluation. Ce qui validerait les attentes du marché d'une baisse des taux de la Banque centrale européenne en juin prochain. "La BCE continue de signaler un début de réduction des taux cet été, sous réserve que les tendances de l'inflation et les conditions du marché du travail s'alignent sur les attentes", résume Grupreet Garewal, de Goldman Sachs Asset Management.

La BCE prête à dégainer avant la Fed

Aux Etats-Unis, la tendance est beaucoup moins affirmée, et les doutes sont encore permis après les anticipations d'inflation à un an contenues dans la dernière enquête mensuelle de l'Université du Michigan, qui montre aussi une dégradation du moral des ménages américains. Les anticipations d'inflation à un an s'affichent ainsi à 3,1% en ce début du mois d'avril contre 2,9% en mars. Celles à un horizon de cinq ans sont ressorties à 3%, contre 2,8% en mars. Autre statistique montrant la persistance de

l'inflation, l'indice américain des prix à l'importation qui a progressé de 0,4% sur un mois en mars. Il s'agit de la troisième hausse mensuelle d'affilée de cet indice. Dans ce contexte, les investisseurs s'avèrent moins optimistes sur la trajectoire des taux de la Réserve fédérale américaine. Selon l'outil CME Fedwatch, les marchés parient sur moins de deux baisses de taux en 2024. "La porte se referme sur une baisse des taux dès le mois de juin, à moins d'un retournement brutal des données sur l'inflation. Nous prévoyons maintenant deux baisses de taux de 25 points de base cette année, en juillet et en décembre", estime Xiao Cui, Senior Economist, chez Pictet Wealth Management. D'ailleurs, ces risques inflationnistes sont pointés par Jamie Dimon, le président de JPMorgan, qui s'attend à un revenu d'intérêts plus faibles en 2024. Ces perspectives ternissent la très bonne publication de la première grande banque des Etats-Unis qui perd donc du terrain en Bourse. "En regardant vers l'avenir, nous restons en alerte face à un nombre important de forces incertaines", a-t-il déclaré, avançant "un grand nombre de pressions inflationnistes persistantes, qui pourraient se poursuivre" Le coup d'envoi de la saison des publications aux Etats-Unis n'est pas aussi flamboyant qu'espéré. Les résultats des banques américaines ressortent mi-figue mi-raisin, dont celles de JPMorgan qui cède près de 5%

Société Générale enchaîne les ventes

Du côté des valeurs, Société Générale trône en tête du CAC 40 (+2,10%) après avoir annoncé un deuxième projet de cession en 24h, avec la vente de deux filiales au Maroc pour un montant de 745 millions d'euros. Juste derrière, on retrouve Totalenergies qui a repris 2,05% dans le sillage de la hausse des cours du pétrole, eux-mêmes soutenus par le

risque géopolitique avec les craintes de contagion de la guerre entre Israël et le Hamas vers l'Iran. Le contrat de juin sur le Brent de mer du Nord avance de 1,35% à 90,95 dollars le baril, tandis que celui de mai sur le WTI coté à New York bondit de 1,6% à 86,38 dollars le baril. Imerys a gagné 2,3% après avoir annoncé la création d'une nouvelle branche "solutions pour la transition énergétique" qui rassemble des activités déjà existantes.

Au niveau de plus petites valeurs, Riber, spécialisé dans l'épitaxie par jets moléculaires, technologie importante pour les semi-conducteurs, a gagné 6,5% après la publication de ses résultats 2023 et ses perspectives pour 2024. Sur les autres marchés, l'euro dévisse de 0,8% face au dollar à 1,0645 dollar, le marché prenant confiance dans le fait que la BCE baissera ses taux avant la Fed.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 12 Avril 2024						
Valeur : 16 Avril 2024						
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE	
1	USD	US DOLLAR		134,4401	134,4551	
1	EUR	EURO		143,5686	143,6384	
1	GBP	POUND STERLING		168,2605	168,3214	
100	JPY	JAPANESE YEN		87,7375	87,7530	
1	CNY	CHINESE YUAN		18,5755	18,5778	
1	CHF	SWISS FRANC		147,2993	147,3319	
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97,9527	97,9922	
1	DKK	DANISH KRONE		19,2489	19,2527	
1	SEK	SWEDISH KRONA		12,4662	12,4702	
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12,4039	12,4080	
1	AED	UAE DIRHAM		36,6043	36,6183	
1	SAR	SAUDI RIYAL		35,8411	35,8470	
1	KWD	KUWAITI DINAR		436,3522	436,5425	
1	TND	TUNISIAN DINAR		42,8664	43,2972	
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13,4172	13,4187	
1	LYD	LIBYAN DINAR		27,6848	27,8265	
1	MRU	MAURITANIAN OUGUTYA		3,5398	3,5402	
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177,4675	177,4675	

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

LVMH, ASML... les stars européennes sont de retour

Les places financières ont été très agitées cette semaine, réagissant dans un premier temps aux données sur l'inflation américaine supérieures aux attentes, puis aux espoirs d'une baisse de taux en Europe en juin. La semaine s'achève sur une note contrastée et les premières publications trimestrielles de banques américaines ne semblent pas susciter d'enthousiasme. Les mouvements erratiques des indices internationaux pourraient donc perdurer un certain temps, alors que les incertitudes grandissent sur la trajectoire des taux d'intérêts.

TOPS

Apartment Income Reit (+22%) : Le géant de la gestion d'actifs Blackstone a annoncé cette semaine acquérir toutes les actions en circulation de la société de placement immobilier américaine pour 39,12 dollars chacune, soit une prime de 25% par rapport au cours de clôture la veille. L'opération, qui bénéficie du soutien du conseil d'administration, valorise le propriétaire d'immeubles à environ 10 milliards de dollars et sera finalisée d'ici la fin du T3. Nordic semiconductor (+21%) : Le fabricant norvégien de semi-conducteurs a tiré profit cette semaine du changement de recommandation de Carnegie Group et d'une initiation favorable de suivi de JPMorgan. Il a également annoncé renforcer son

équipe de direction et réorganiser sa structure, en créant quatre nouvelles unités commerciales dédiées aux produits les plus porteurs, dont l'Internet des Objets et l'informatique dématérialisée. Revolution medicines (+20%) : La société américaine d'oncologie au stade clinique a dévoilé cette semaine des résultats positifs dans le développement d'une nouvelle classe de médicaments anticancéreux ciblant les mutations RAS, impliquées dans près de 30 % des cancers humains. Dans la foulée, l'analyste Raymond James, qui entrevoit un grand potentiel pour ce traitement, a nettement rehaussé sa recommandation et son objectif de cours sur le titre. Blackberry (+12%) : Le groupe canadien de logiciels et de cybersécurité a noué un partenariat prometteur avec le fabricant de puces Advanced Micro Devices. Les deux sociétés vont développer conjointement des systèmes robotiques de nouvelle génération, destinés notamment aux secteurs de l'industrie et de la chirurgie. De quoi redorer le cours de l'action, en difficulté depuis plusieurs années et en recul de plus de 40% depuis septembre 2023. Didi Global (+12%) : Le géant chinois du covoiturage, coté aux Etats-Unis, va mieux. Après avoir annoncé, il y a 3 semaines, avoir renoué avec les bénéfices au cours de son quatrième trimestre, le groupe

dévoile un projet d'ampleur. La coentreprise qu'il a créée avec le groupe automobile a reçu une licence pour produire en masse des robotaxis autonomes, qui seront commercialisés dès l'année prochaine. La joint venture annonce également le lancement d'un SUV électrique. Biomérieux (+11%) : Le spécialiste français des diagnostics in vitro a publié des résultats trimestriels solides, dont un chiffre d'affaires en hausse de près de 10%, et confirmé ses perspectives annuelles, avec une croissance organique du chiffre d'affaires comprise entre 6% et 8% et un résultat opérationnel en hausse d'au moins 10%. Il a également dévoilé un plan stratégique visant à soutenir des objectifs ambitieux à horizon 2028, qui comprend une redistribution de 25% de son résultat net à ses actionnaires sous la forme de dividendes. De quoi plaire au marché. Zalando (+10%) : Le site allemand de e-commerce, spécialisé dans le prêt-à-porter et les chaussures, a bénéficié d'un coup de pouce de Citigroup, qui a relevé son objectif de cours et sa recommandation sur le titre de neutre à acheter. L'analyste estime que les attentes au marché quant aux performances du distributeur le sous-estiment et que le groupe dispose de liquidités suffisantes pour procéder à un rachat d'actions. Dans la foulée, UBS a également relevé son opinion sur le titre.

FLOPS

Globe Life (-47%) : La holding américaine, spécialisée dans l'assurance-vie et l'assurance santé, est victime d'un rapport de Fuzzy Panda Research. Ce dernier accuse le groupe de diverses pratiques frauduleuses, dont des souscriptions de polices pour des individus décédés ou inexistants, des falsification de signatures, des prélèvements non autorisés ou encore des fausses déclarations sur le tabagisme des assurés. Le vendeur à découvert avance également le versement de 65 millions de dollars de pots-de-vin à des cadres de l'entreprise. Globe Life a démenti les accusations, mais ça n'a pas suffi à compenser la chute. Trump Media and Technology Group (-25%) : La frénésie qui a entouré l'entrée en bourse de la société hébergeant Truth Social, le réseau social de Donald Trump, s'est rapidement dissipée. Les investisseurs ont fui après que la société a révélé des millions de dollars de pertes et déclaré qu'elle aurait du mal à honorer ses engagements financiers. Les cofondateurs du groupe ont par ailleurs déposé l'ancien président, qui doit s'exprimer dans le cadre d'un conflit de propriété sur le groupe. Carmax (-12%) : Le détaillant américain de voitures d'occasion déçoit. Il a publié un chiffre d'affaires et un bénéfice trimestriel en baisse et infé-

rieurs aux attentes, plombés par un recul de la rentabilité des unités vendues. Il a également déclaré qu'il n'atteindra pas son objectif de vente de véhicules à long terme, à cause du ralentissement du marché des véhicules d'occasion. Salvatore Ferragamo (-12%) : La maison de luxe italienne fait les frais des commentaires négatifs de plusieurs bureaux d'analyses. Barclays, UBS et Stifel ont dégradé leur objectif de cours sur le titre, anticipant une baisse des ventes à venir pour la société. Stifel mentionne également que le ratio cours/ BPA du groupe lui paraît trop élevé par rapport à ses homologues du secteur.

VMH, ASML... les stars européennes sont de retour

Après une semaine haute en couleurs pour les banques centrales, l'actualité macroéconomique se concentrera sur les ventes de détails américaines (lundi) et sur la première estimation du PIB chinois du 1er trimestre (dans la nuit de lundi à mardi). L'agenda des sociétés compte une quarantaine de publications de résultats trimestriels d'entreprises pesant plus de 50 milliards de dollars. Parmi elles, Goldman Sachs, UnitedHealth, Johnson & Johnson et Netflix aux Etats-Unis, et LVMH, ASML, Rio Tinto et L'Oréal en Europe. Bon weekend avant le retour du marathon des publications.

ETATS-UNIS

Washington interdit l'importation de plusieurs métaux russes

Les métaux industriels sont le principal produit d'exportation de la Russie après l'énergie, même si leur valeur a diminué depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Washington a interdit vendredi l'importation aux Etats-Unis de l'aluminium, du cuivre et de nickel d'origine russe, dans le cadre de sanctions supplémentaires prises avec le Royaume-Uni et ayant pour but de réduire les revenus de Moscou. "Cette nouvelle action interdit l'importation d'aluminium, de cuivre et de nickel d'origine russe aux Etats-Unis et limite l'utilisation d'aluminium, de cuivre et de nickel d'origine russe sur les marchés mondiaux du métal et dans le négoce de produits dérivés de gré à gré", a indiqué le département américain du Trésor dans un communiqué. Les métaux sont le principal produit d'exportation de la Russie après l'énergie, même si leur valeur a diminué depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, détaille le gouvernement britannique dans un communiqué distinct. Les exportations, de 25 milliards de dollars en 2022, sont tombées à 15 milliards de dollars en 2023 "en raison des efforts du G7 et de ses alliés pour restreindre le marché", est-il précisé. Les mesures

prises vendredi visent à diminuer encore les revenus que la Russie tire de ses exportations d'aluminium, cuivre et nickel. "En prenant des mesures conjointes, les Etats-Unis et le Royaume-Uni privent la Russie et ses producteurs de métaux d'une importante source de revenus", précise le Trésor américain.

Limitation des échanges sur les marchés mondiaux

Outre l'interdiction d'importer ces métaux aux Etats-Unis, les deux pays ont également pris des mesures pour limiter les échanges de ces métaux sur les marchés mondiaux. "Les bourses des métaux, comme le London Metal Exchange (LME) et le Chicago Mercantile Exchange (CME), n'auront pas le droit d'accepter d'aluminium, cuivre et nickel produits par la Russie. Les bourses de métaux jouent un rôle central pour faciliter le commerce des métaux industriels dans le monde entier", souligne ainsi le Trésor. Ces mesures prennent effet à

partir de samedi. "Nos nouvelles interdictions sur les métaux clés, en coordination avec nos partenaires au Royaume-Uni, continueront de cibler les revenus que la Russie peut gagner pour poursuivre sa guerre brutale contre l'Ukraine", a déclaré la secrétaire au Trésor, Janet Yellen, citée dans le communiqué. "En prenant cette mesure de manière ciblée et responsable, nous réduirons les revenus de la Russie tout en protégeant nos partenaires et alliés des retombées indésirables", a-t-elle commenté. Jeremy Hunt, chancelier de l'Echiquier du Royaume-Uni, a pour sa part souligné qu'"il est plus facile de neutraliser la capacité de Poutine à mener sa guerre illégale en Ukraine lorsque nous agissons aux côtés de nos alliés". "Notre action décisive avec les Etats-Unis pour interdire conjointement les métaux russes des deux plus grandes bourses empêchera le Kremlin d'injecter davantage d'argent dans sa machine de guerre", a-t-il assuré.

FMI

Le Fonds reconduit Kristalina Georgieva au poste de directrice générale

Le nouveau mandat de Kristalina Georgieva, qui était la seule candidate désignée à sa propre succession, débutera au 1er octobre 2024, à l'issue de celui en cours. Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI), a annoncé vendredi que sa directrice générale, Kristalina Georgieva, avait été désignée, "par consensus", pour rester à la tête de l'institution pour un deuxième mandat de cinq ans. Le nouveau mandat de Kristalina Georgieva, qui était la seule candidate désignée à sa propre succession, débutera au 1er octobre 2024, à l'issue de celui en cours, a précisé le FMI dans un communiqué. "En prenant cette décision, le conseil reconnaît la solide direction de Mme Georgieva durant son mandat, tenant le cap malgré une série de chocs mondiaux majeurs. Mme Georgieva a mis en place la réponse sans précédent du FMI face à ces chocs", ont commenté Afonso Bevilaqua et Abdullah BinZarah, membres du conseil cités dans le communiqué. "Je suis extrêmement reconnaissante de la confiance et du soutien du

conseil, qui représente nos 190 membres, et honorée de pouvoir poursuivre ma mission à la tête du FMI en tant que directrice générale", a aussitôt réagi Kristalina Georgieva dans un communiqué séparé. Economiste bulgare née en 1953 à Sofia, Kristalina Georgieva est la patronne du FMI depuis octobre 2019, après avoir été directrice générale de la Banque mondiale (BM) pendant près de trois ans. Avant de rejoindre les institutions financières internationales, Kristalina Georgieva a été commissaire européenne pendant six ans, d'abord en charge de la Coopération internationale sous la présidence de José Manuel Barroso, puis du Budget et des ressources humaines sous celle de Jean-Claude Juncker, avant de devenir vice-présidente de la Commission de fin 2014 à fin 2016.

Début des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale mardi

La reconduction de Kristalina Georgieva vient clore le processus de désignation du nouveau directeur général du FMI, qui avait été lancé le 13 mars

dernier et devait durer initialement jusque fin avril. Kristalina Georgieva est ainsi confirmée à son poste avant le début des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, qui seront lancées mardi avec la publication de l'actualisation du rapport sur l'économie mondiale (WEO) et dureront jusque vendredi. Traditionnellement, le directeur général du FMI est le candidat proposé par les pays européens, alors que le président de la BM est le candidat proposé par les Etats-Unis. Un partage que les principaux pays émergents, à commencer par la Chine et l'Inde, remettent de plus en plus ouvertement en cause. Mais la répartition du capital de ces deux institutions donne toujours une force prépondérante aux Etats-Unis et à l'UE. Ce processus a lieu un an après la désignation du nouveau président de la BM, Ajay Banga, à l'issue d'une procédure similaire consécutive à la démission de son prédécesseur, David Malpass. Désigné par les Etats-Unis, Ajay Banga, né en Inde mais citoyen américain, avait été le seul candidat proposé par les Etats membres de la Banque.

GRANDE BRETAGNE

Les nouveaux contrôles douaniers post-Brexit vont aggraver l'inflation

Ces nouveaux contrôles aux frontières qui entrent en vigueur le 30 avril devraient faire grimper le prix des produits agricoles importés de l'Union européenne de 2,34 milliards d'euros par an, selon une étude. Les nouveaux contrôles douaniers post-Brexit, qui doivent entrer en vigueur le 30 avril pour de nombreuses marchandises arrivant au Royaume-Uni en provenance de l'UE, coûteront deux milliards de livres aux entreprises et aggraveront l'inflation britannique, selon une étude publiée jeudi. Ces nouveaux contrôles aux frontières "devraient faire grimper le prix des produits agricoles importés de l'Union européenne (UE) de deux milliards de livres" (2,34 milliards d'euros) par an, ce qui gonflera "l'inflation britannique de 0,2 point de pourcentage", d'après cette étude de l'assureur Allianz Trade. L'inflation britannique, qui atteignait 3,4% sur un an en février, a nettement ralenti depuis son pic à plus de 11% fin 2022, mais elle reste la plus élevée du G7.

3,4% d'inflation en février

Depuis l'entrée en vigueur effective du Brexit en janvier 2021, l'UE a mis en place des contrôles renforcés pour les marchandises en provenance du Royaume-Uni. De son côté, Londres avait reporté à cinq reprises certaines formalités et contrôles des importations, de peur de pénaliser une économie déjà atone et d'alimenter l'inflation. Fin janvier, des certificats sanitaires et phytosanitaires sont devenus obligatoires, notamment pour certains produits d'origine animale ou végétale de "risque moyen". Fin avril, des contrôles physiques entrèrent en vigueur. Parmi les produits concernés par les nouvelles formalités au passage de la Manche figurent certains fromages, beurres ou crèmes, saucisses, jambon ou charcuterie, mais aussi certaines fleurs coupées, racines ou tubercules. Le gouvernement avait reconnu en janvier que ces changements pourraient se traduire par des coûts supplémentaires de 330 millions de livres (386 millions d'euros) par an sur les importations depuis l'UE, mais assurait que cela n'aurait pas d'impact significatif sur l'inflation alimentaire.

Impact atténué

Allianz Trade estime pour sa part que ces coûts se chiffreront en milliards et prévient que "les exportateurs de l'UE répercuteront (au moins une partie de) ces coûts supplémentaires sur leurs clients britanniques". "Les produits laitiers, la viande et le poisson" seront les produits les plus touchés, souligne l'assureur. Cependant, cet impact sur l'inflation "sera atténué", car une autre politique du gouvernement britannique suspend en parallèle certains droits "sur des marchandises non couvertes par des accords de libre-échange", ce qui "réduira les coûts d'importation de sept milliards de livres et par conséquent l'inflation de 0,6 point de pourcentage", remarque Allianz Trade. Le gouvernement britannique met en effet en place, à partir de jeudi, pour un peu plus de deux ans, des suspensions de certains droits d'importation sur 126 produits non-fabriqués, ou en quantités insuffisantes, sur le territoire britannique, dans des secteurs comme la chimie, l'automobile ou l'agroalimentaire.

DIESEL

5 nouveautés qu'on aurait vraiment aimé en 2024

Plus les nouveautés arrivent plus le diesel recule. Il n'empêche, quelques modèles de 2024 auraient bien fait de préserver le mazout. Voici notre sélection.

A première vue, les chiffres sur le diesel sont implacables. Alors qu'il a concerné à peine plus de 10 % des acheteurs de voitures neuves en 2023, le voilà rendu à moins de 8 % de part de marché au premier trimestre 2024. Sans parler de la désinformation massive dont ce carburant – désormais aussi propre que l'essence mais à raison de système de dépollution complexes et coûteux – fait preuve, il y a tout simplement beaucoup moins de choix qu'avant chez les constructeurs ! Ce qui le rend aussi, mécaniquement, de moins en moins rentable.

Mais en dépit de ce cercle vicieux, chaque essai sur un long kilométrage nous amène à la même conclusion : pour rouler longtemps et pas cher, le "mazout" demeure imbattable. Vous ne vous y trompez d'ailleurs pas lors de vos achats en occasion, où le gazole retrouve d'étonnantes couleurs. Bien que les hybrides aient fait d'indéniables progrès et que leurs consommations sur voies rapides soient désormais très satisfaisantes, on ne fait toujours pas mieux que le diesel pour préserver le coût aux 100 km de nos voitures. C'est ce constat à chaque fois renouvelé qui nous a poussés à établir une petite liste des nouveautés qu'on aurait apprécié voir revenir avec ce carburant en 2024.

Peugeot 3008 et 5008 : ils vous plaisent en diesel

Volontairement réduit aux modèles qui vous plaisent le plus, ce petit inventaire permet malgré tout de rappeler que, s'agissant des modèles cités plus bas, il n'aurait pas été fortuit de leur préserver la gazole. Notamment au regard de leurs chiffres de ventes. Comme dans le cas du nouveau Peugeot 3008, qui compte sur l'hybride non-rechargeable, l'hybride rechargeable et l'électrique. Pour sûr, la prolongation du 1.5 BlueHDi de 130 ch aurait trouvé du succès, car ce moteur a compté pour 28 % des ventes de 3008 en 2023 ! Même chose pour son dérivé 7-places, le nouveau 5008. Lui non-plus n'aura pas droit au 1.5 diesel alors que ce moteur a séduit près de 40 % des acheteurs de ce modèle l'an passé... nombre d'entre eux sont évidemment des "pros", mais il n'est pas acquis que ces derniers retombent sur leurs pieds avec l'hybride rechargeable... Autre nouveauté qui fait l'impasse sur un diesel qui lui aurait bien convenu : le Dacia Duster. Sur la fin de carrière de la précédente génération, c'est même ce carburant qui permettait de choisir la transmission intégrale sans écoper d'un gros malus CO2 à l'achat, si bien que 30 % des Duster vendus en 2023 tournaient au "mazout". Il va falloir faire sans sur la nouvelle génération, sachant que l'hybride 145 ch ne peut recevoir l'énorme transmission intégrale... Les habitants des régions montagneuses en seront donc pour leurs frais.

Nouvelle Citroën C3 et futur Renault Symbioz, des voitures pragmatiques

De plus petit gabarit, la nouvelle Citroën C3 aurait aussi trouver son compte à se réapproprié le 1.5 diesel de 100 ch. Si ce carburant n'a compté que pour 12% des ventes de C3 en 2023, cette petite voiture voulue pragmatique et abordable aurait eu une corde supplémentaire à son arc. D'autant que sa nouvelle carrosserie de petit SUV offre une habitabilité meilleure et qu'une petite famille pourrait tout à fait en faire sa voiture principale. Malheureusement, il n'y aura que de l'hybride 100 ch pour essayer de préserver un coût aux 100 km acceptable. Enfin, le futur Renault Symbioz, dévoilé dans quelques semaines, aurait aussi gagné à préserver le diesel sous son capot. Car ce Captur franchement rallongé censé être le remplaçant des Mégane break et Scénic thermiques, autrement dit la voiture des petites familles au budget contenu, devrait aussi plaire aux flottes, lesquelles sont parfois déçues de l'électrification. Renault compte évidemment sur l'hybride E-Tech de 145 ch, mais une version BluedCi 115 aurait malgré tout été moins chère à l'achat...



LES RAISON DE SA DÉGRINGOLADE

Le Bitcoin corrige très violemment ce week-end

Le Bitcoin a vu son cours dégringoler depuis deux jours. Et ça n'est pas si surprenant qu'on aurait pu l'imaginer !



Les derniers mois du Bitcoin ont été particulièrement exceptionnels, avec un cours qui a bondi depuis le début de l'année, jusqu'à faire exploser le record du cycle précédent et dépasser allègrement les 70 000 dollars. Une embellie qui devait bien s'arrêter à un moment. Et il semble que ce soit le cas avec le week-end très rouge vécu par la cryptomonnaie reine. Une chute brutale qui a sûrement plusieurs causes.

Une situation internationale tendue

Vendredi matin encore, le Bitcoin affichait de belles couleurs, dépassant comme souvent dernièrement les 70 000 dollars. Malheureusement, son cours a depuis entamé une chute dans l'après-midi du même jour, jusqu'à tomber à environ 60 660 dollars samedi à 22h, soit un recul de -15% en moins de deux jours. Il s'est depuis légèrement repris, pour dépasser les 64 000 dollars

à l'heure actuelle. Une baisse qui s'inscrit dans le contexte international très tendu au Moyen-Orient, entre Israël et l'Iran. Le Bitcoin a en effet le plus brutalement chuté dans la soirée, au moment où l'Iran envoyait des drones contre Israël, en représailles au bombardement de leur consulat en Syrie, le 1^{er} avril. Une actualité politique qui se superpose à des mauvaises nouvelles propres au monde de la cryptomonnaie, puisqu'en milieu de semaine, le régulateur financier américain, la Security and Exchange Commission (SEC), a entamé un processus légal contre la plus grande plateforme décentralisée d'échange de cryptomonnaies au monde, à savoir Uniswap.

Le halving en ligne de mire

Mais au-delà des problèmes conjoncturels, il est aussi à noter que le Bitcoin était sur une lancée inédite, puisque

pour la première fois, son cours enchaînait 7 mois de hausse consécutive. Une performance incroyable qui accroît toujours plus la probabilité d'une correction prochaine. Et ce, alors qu'un événement extrêmement important doit avoir lieu la semaine prochaine. En effet, le halving, ce processus qui arrive tous les quatre ans et qui réduit de moitié la récompense des mineurs de Bitcoin, aura lieu dans moins d'une semaine. Si la date n'est pas encore connue, il est estimé que le halving devrait avoir lieu aux environs du 19-20 avril. Et avec un ATH (All Time High) dépassé pour la première fois de l'histoire dans un nouveau cycle avant le halving, le marché peut estimer que les performances à court terme du Bitcoin deviennent plus incertaines, moins prédictibles, rendant le cours beaucoup plus sensible aux événements extérieurs. Alors, combien de temps durera le pessimisme ?

Les histoires de fonte sur les GeForce RTX 4090 se poursuivent, les réparations également

Les cartes graphiques les plus puissantes de NVIDIA ont été touchées par un problème de fonte qui continue de faire parler de lui. Du côté des performances ou de l'accompagnement logiciel, les GeForce RTX 40 et, plus encore, la GeForce RTX 4090 sont une belle réussite pour NVIDIA, qui se prépare doucement à lancer la génération suivante. Il y a toutefois une épine dans le pied de la firme américaine : cette histoire de fonte du connecteur/du câble/de l'adaptateur assurant l'alimentation des cartes les plus gourmandes. Oui, nous parlons toujours de la RTX 4090.

Un problème au long cours...

Alors que la GeForce RTX 4090 a été commercialisée le 12 octobre 2022, il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour que le nouveau connecteur 12VHPWR destiné à l'alimentation de la carte fasse parler de lui. Sans doute vous souvenez-vous de ces histoires de fonte à répétition ? De ces utilisateurs qui relayaient, sur Reddit notamment, leurs photos de cartes rendues inutilisables par ce problème dont on a eu du mal à cerner les contours, alors que NVIDIA ne semblait pas mesurer l'ampleur du problème ? Certains fabricants ont changé l'adaptateur, quand d'autres ont donné des conseils de mise en place, et finalement, NVIDIA a modifié son connecteur pour un modèle aux broches à la longueur revue, de sorte que l'alimentation totale n'est délivrée que si le connecteur est bien enfoncé. Depuis la fin de l'année dernière et un ultime conseil de Seasonic pour la courbure de ses câbles d'alimentation, nous n'avions plus évoqué ces cas de fonte qui, pourtant, subsistent. Ainsi, NorthridgeFix, un réparateur de matériels qui a longtemps rapporté ces histoires de fonte, explique qu'aujourd'hui encore, il répare plus ou moins 200 cartes affectées par ce problème chaque mois, mais il ne précise pas s'il s'agit d'anciens modèles avec l'ancien connecteur. On peut supposer que c'est le cas et que les cartes récentes ne sont plus concernées. Enfin, il détaille le processus qui lui permet de remettre sur pied une carte endommagée. Notons que le souci semble affecter surtout les RTX 4090, les cartes les plus gourmandes, celles qui ont nécessité ce nouveau connecteur. Sans surprise, avec des cartes moins puissantes, AMD ou Intel sont restées sur des prises à 8 broches classiques.

Un employé de LastPass évite la catastrophe en flairant que l'appel de son P.-D.G. sur WhatsApp était un deepfake

LastPass évite de justesse le piège d'un deepfake par WhatsApp grâce à la vigilance d'un de ses employés et aux protocoles de sécurité internes. L'entreprise de gestion de mots de passe LastPass a frôlé la catastrophe. Elle a en effet fait face à une tentative de phishing avec un deepfake vocal, dont certains sont tellement sophistiqués qu'ils en arrivent à tromper les systèmes d'authentification par la voix. Un hacker a utilisé un deepfake audio pour imiter le P.-D.G. de l'entreprise, Karim Toubba, dans le but d'escroquer un employé. Cette attaque, qui s'est déroulée sur WhatsApp, a été rapidement repérée par son caractère inhabituel et l'urgence prétendue de l'appel. L'employé ciblé a fait preuve de discernement en ignorant les sollicitations et en alertant la sécurité de LastPass. L'attaque a rapidement été neutralisée, mais a

donné l'occasion à LastPass de sensibiliser ses collaborateurs aux risques des deepfakes.

Un deepfake flairé de justesse

Les deepfakes, ces imitations hyperréalistes générées par intelligence artificielle, sont de plus en plus utilisés par les cyberpirates pour tromper et manipuler leurs victimes, la plupart du temps pour leur extorquer de l'argent. Dans le cas de LastPass, l'audio deepfake était si convaincant qu'il a bien failli tromper la vigilance accrue de l'employé ciblé. Ce dernier, après avoir été matraqué d'appels et de messages vocaux de son prétendu P.-D.G., a su reconnaître les red flags d'une tentative de fraude : l'utilisation d'un canal de communication non conventionnel chez LastPass comme WhatsApp, la pression d'une urgence non justifiée dans les SMS qu'il recevait

et les appels en dehors des heures normales de travail. Autant de voyants au rouge qui ont conduit l'employé à ignorer les tentatives de contact du faux P.-D.G. et, dans le même temps, à signaler l'incident auprès de la sécurité de LastPass.

Recommandations contre la menace grandissante des deepfakes

Cette mésaventure connaît un happy end, mais a secoué la communauté LastPass. « Pour être clair, cela n'a eu aucun impact sur notre entreprise. Cependant, nous souhaitons partager cet incident pour faire prendre conscience que les deepfakes ne sont pas seulement du ressort d'acteurs de menace sophistiqués au niveau des États-nations, mais sont de plus en plus exploités pour des campagnes de fraude par usurpation d'identité de dirigeants

», explique Mike Kosak, spécialiste du renseignement sur les cybermenaces, sur le site de LastPass.

Les deepfakes sont une préoccupation croissante à l'échelle mondiale. Une étude de l'University College London a montré que la capacité humaine à détecter ces canulars est actuellement limitée. En février 2024, des fraudeurs ont utilisé la technologie deepfake pour organiser une fausse vidéoconférence et tromper l'employé d'une multinationale pour qu'il leur verse 25 millions de dollars. Les grandes organisations de l'IT reconnaissent la menace que représentent les deepfakes. Au moins 20 d'entre elles, dont Google, Meta Platforms, Microsoft et OpenAI, ont signé un nouvel « accord technologique » visant à empêcher les deepfakes pendant la période électorale mondiale de 2024.

Mots fléchés

Accélérateur		Après-midi au spectacle	Célèbres falaises	Pichet	Tombée	Sucre simple	Intronisât
Malheurs			Capitale du Yémen		Perçais		
							Petit fût
Disette		Instrument à cordes en Iran		Lettre grecque		Pour écourter	
		Parapet		Estampe venant d'Epinal	Nouveau congé		Métal précieux
					Lequel		Victoire de Napoléon
Changeant						Archives à la télé	
Instrument à corde			Jeu			Insecte vorace (deux mots)	
			Moulure saillante				
Imagine		Greffai			Petite vallée	Solipède	
			Rivière du Congo			Roter	Immortalité
					Corrompus		
Justification		Enlève les souillures	Voie citadine		Le cinéma est le septième		Pour unir
			Lieu de fouilles		Bouche cornée		Partie de chaîne
					Flirt		
					Liquide vital		
Par	Consumée					Osé	Conjonction de coordination
	Insectes		Petit conservateur			Partie mâle d'un assemblage	
			Agence spatiale			Naguère l'Union Européenne	
Membrane de l'oœil				Surveillants	Plante potagère		
Davantage					Schlingues		
			Prêtres celtes		Mourir		Humour
					Conjonction		
Supprimé							Sélénium
Enzyme						Étau	Administratifs
			Munie d'un pneu			Tâche d'un journaliste	
			Plante aromatique				
Sport	Vagabonde	Anciennes mesures pour les étoffes				Vrais	
		Petite personne				Lettre phénicienne	
					Amas	Frousse	Epouse d'Athamas
					Estuaire		
Opération éclair				Nattais			
Aspirai par les narines				Note de musique			
						Fleuve français	

L'APN prend part aux travaux de l'APCE à Strasbourg

L'Assemblée populaire nationale (APN) prendra part aux travaux de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), prévus du 15 au 19 avril dans sa 2e session de 2024 à Strasbourg (France), a indiqué dimanche un communiqué de la Chambre basse du Parlement. L'APN sera représentée aux travaux de cette session par les députés Allel Boudeldja et Dekhinet Brahim, en leur qualité de représentants permanents de l'APN à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 15 avril 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



COOPÉRATION

Tebboune reçoit le ministre des Affaires étrangères de Biélorussie

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche, le ministre des Affaires étrangères de la République de Biélorussie, M. Sergueï Aleïnik, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, et du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem.

RADIO ALGÉRIENNE

Mise en service d'un nouveau centre à El-Méniaâ

Un nouveau centre de la Radio algérienne a été inauguré à El-Méniaâ au titre du déploiement de son réseau dans les nouvelles wilayas, a-t-on appris dimanche des responsables de cet établissement public.

Intervenant lors de la cérémonie d'inauguration tenue, samedi soir, en présence des autorités de la wilaya et des représentants de la société civile, le directeur général de la Radio algérienne, Mohamed Baghali, a souligné l'importance de la radio locale qui constitue, a-t-il dit, « une plateforme médiatique permettant au citoyen de soumettre ses préoccupations, tout en garantissant un véritable service d'information de proximité, à la hauteur de ses aspirations ».

Il a, aussi, mis en avant le rôle de la radio dans le renforcement de la confiance entre le citoyen et l'Etat ainsi que le suivi des programmes du développement local.

Pour sa part, le wali d'El-Méniaâ, Mokhtar Benmalek, a mis en relief la place de choix qu'occupent les médias publics dans l'accompagnement des programmes de développement local, la consolidation des valeurs de citoyenneté et l'accès à une information fiable, avant de souligner le soutien de la wilaya à cette installation médiatique. Doté d'équipements modernes, le centre de la Radio algérienne d'El-Méniaâ, dispose d'un studio d'enregistrement, d'un bureau de l'administration, d'une section actualités et d'une autre de la production. Cette nouvelle antenne de la Radio nationale, qui a entamé la diffusion le même jour, comprend divers programmes d'information, d'activités culturelles, de divertissement et de conférences, entre autres, a-t-on indiqué. De leur côté, de nombreux citoyens, approchés par l'APS, se sont félicités de l'ouverture de ce nouveau centre qui permettra, selon eux, de soulever leurs préoccupations et de contribuer ainsi à la promotion du riche patrimoine culturel que recèle la région.

R.N.

SOUTIEN À LA PALESTINE

Le Premier ministre palestinien exprime sa gratitude au président de la République

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche, le Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et des Expatriés de Palestine, M. Mohammad Mustafa, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations Unies, l'ambassadeur Amar Bendjama.

M. Mohammad Mustafa qui a été reçu également par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a exprimé ses profonds remercie-

ments et sa gratitude au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le soutien constant de l'Algérie au peuple palestinien et à sa juste cause et pour ses efforts soutenus pour l'arrêt immédiat de l'agression israélienne barbare contre Gaza et l'acheminement des aides humanitaires, outre la mobilisation du soutien en faveur de l'obtention par la Palestine de la qualité de membre à part entière des Nations Unies.

Rappelons que les deux premiers ministres ont examinés, lors de cette rencontre, les développements de la situation dans les territoires palestiniens occupés, notamment dans la bande de Gaza, et les retombées de l'agression sioniste brutale contre le peuple

palestinien, indique un communiqué des services du Premier ministre. Lors de la rencontre, les relations de fraternité et de solidarité liant les deux pays et peuples frères ont été passées en revue, selon la même source. M. Mohammad Mustafa est arrivé, samedi à Alger, dans le cadre d'une visite de deux jours.

Il a été accueilli, à son arrivée à l'Aéroport international Houari-Boumediene, par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, qui était accompagné du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, et du ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Laïd Rebiga.

SOMMET DU G7

L'Italie prévoit d'inviter des dirigeants africains

Rome, qui assure la présidence tournante du G7 en 2024, a annoncé en janvier que le développement de l'Afrique sera un thème central du prochain Sommet de ce forum informel des grands pays industrialisés.

L'Italie envisage d'inviter des dirigeants de plusieurs pays africains au prochain Sommet des sept économies les plus avancées du monde (G7) qu'elle accueillera du 13 au 15 juin 2024, a rapporté Reuters le jeudi 11 avril, citant des sources proches. Selon ces dernières, les dirigeants de l'Egypte, de la Tunisie, de l'Algérie et du Kenya ainsi que des représentants de l'Union africaine (UA) devraient recevoir

des invitations.

L'Afrique du Sud, le Brésil et l'Inde devraient également être présents en tant que membres du G20. L'Italie, qui assure la présidence tournante du G7 en 2024, avait annoncé en janvier que le développement de l'Afrique sera un thème central du prochain Sommet de ce forum, au même titre que la lutte contre les dangers présentés par l'intelligence artificielle (IA). La Première ministre italienne, Giorgia Meloni, a fait du développement du continent africain un élément important de sa politique étrangère depuis sa prise de fonction fin 2022. Lors de la 1ère édition du Sommet Italie/Afrique qui s'est tenu fin janvier 2024 à

Rome, elle avait annoncé un programme de « partenariat stratégique » avec les pays africains, doté d'un budget initial de 5,5 milliards d'euros (5,9 milliards \$), en vue de « s'attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière » et de transformer l'Italie en hub énergétique entre le continent africain et l'Union européenne (UE). Ce programme de partenariat dénommé « Plan Mattei », du nom du fondateur du géant énergétique italien ENI, Enrico Mattei, qui dans les années 50 préconisait un vaste plan de développement des pays africains en les aidant à exploiter leurs ressources naturelles. Le plan dont la durée s'étalera

sur 4 ans renouvelables sera structuré selon des domaines d'intervention tels que l'énergie, la promotion des exportations et des investissements, l'éducation et la formation, la santé, la sécurité alimentaire, l'exploitation durable des ressources naturelles, la protection de l'environnement, le renforcement des infrastructures, la prévention de l'immigration irrégulière et la gestion des flux migratoires légaux. L'objectif est à la fois de sécuriser l'approvisionnement de l'UE en produits énergétiques et d'accélérer le développement des pays africains pour freiner les flux migratoires vers le Vieux Continent.

ECOFIN

L'Iran attaque l'entité sioniste et venge ses militaires tués, appels au calme

L'Iran a mené dans la nuit de samedi à dimanche une vaste attaque de drones et de missiles contre des positions de l'entité sioniste, mettant en exécution sa promesse de venger ses militaires tués récemment au cours d'une attaque sioniste contre sa section consulaire à Damas en Syrie, une offensive qui a suscité une vague de réactions à l'international. "Le Corps des gardiens de la Révolution a lancé une vaste attaque de drones et de missiles contre l'entité sioniste", avait annoncé la télévision d'Etat iranienne tard dans la nuit de samedi, précisant que cette attaque se veut être une riposte aux nombreux crimes commis par l'entité sioniste, notamment la récente attaque contre la section consulaire d'Iran à Damas. En réponse aux nombreux crimes commis par l'entité sioniste, notamment l'attaque contre la section consulaire de l'ambassade de la République islamique d'Iran à Damas et le martyre d'un groupe de commandants et conseillers militaires de notre pays en Syrie, l'armée de l'air de la Force aérospatiale du Corps des Gardiens de la révolution isla-

mique a tiré des dizaines de missiles et de drones contre l'entité sioniste, a précisé la télévision d'Etat. Le ministère iranien des Affaires étrangères et la mission permanente de l'Iran auprès des Nations Unies, cités par l'agence de presse iranienne Irna, ont déclaré que "l'action militaire de Téhéran contre l'entité sioniste était basée sur l'article 51 de la Charte de l'ONU, relatif à la légitime défense, et qu'elle constituait une réponse à l'attaque meurtrière sioniste ayant visé le consulat iranien en Syrie". Selon l'armée iranienne, cette attaque baptisée +Promesse honnête+ a été un franc succès et a atteint les objectifs arrêtés. "L'opération +Promesse honnête+ a été menée avec succès entre hier soir et ce matin, et a atteint tous ses objectifs", a déclaré à la télévision d'Etat le chef des armées iraniennes, le général Mohammad Bagheri, précisant que "les deux sites principalement ciblés avaient été le centre de renseignement qui a fourni aux sionistes les informations nécessaires pour attaquer le consulat iranien et la base aérienne de Novatim, d'où ont décollé les avions F-35" qui

l'ont bombardé".

Affirmant que les cibles en question "ont été considérablement endommagées et mis hors service", le général Bagheri a assuré que les autorités iraniennes "n'ont aucune intention de poursuivre cette opération, sauf dans le cas, où l'entité sioniste entreprend une nouvelle action contre la République islamique d'Iran que ce soit sur son sol ou dans les centres lui appartenant en Syrie ou ailleurs". Il a prévenu que dans le cas échéant "la riposte iranienne sera bien plus importante que celle-ci".

A ce propos, la diplomatie iranienne a indiqué dimanche que Téhéran "n'hésiterait pas à prendre de nouvelles mesures défensives pour protéger ses intérêts légitimes" contre toute action militaire "agressive".

L'attaque iranienne contre des positions de l'entité sioniste a suscité une vague de réactions auprès des Etats et organisations internationales, appelant à la retenue et à la désescalade, afin d'éviter à la région davantage d'instabilité et de tensions.